



*Conformément aux dispositions constitutionnelles*

# S.M le Roi charge Aziz Akhannouch de former le nouveau gouvernement

Lire page 2

www.libe.ma

# Libération

Directeur de Publication et de la Rédaction : **Mohamed Benarbia**

Prix: 4 DH

N°: 9414

Lundi 13 Septembre 2021

*L'affaire Benbatouche n'en finit pas de faire des vagues*

## ABC met à nu les micmacs perpétrés par certains responsables espagnols

De l'avis des observateurs, la participation massive de la population des provinces du Sud aux élections consacre son attachement indéfectible et son appartenance structurelle à la mère patrie



Page 3

Les habitants des camps de la honte n'ont de cesse de dénoncer le blocus qui leur est imposé



Page 5

Liste des films admis par le CCM à l'avance sur recettes  
La deuxième session réserve son lot d'anomalies



Page 12



*La Razon énumère les têtes qui ont sauté et celles à venir*

Lire page 4

*Conformément aux dispositions constitutionnelles*

# S.M le Roi charge Aziz Akhannouch de former le nouveau gouvernement

Actualité



**S**a Majesté le Roi Mohammed VI, accompagné de SAR le Prince Héritier Moulay El Hassan, a reçu vendredi au Palais Royal à Fès, Aziz Akhannouch, président du Rassemblement National des Indépendants (RNI), que le Souverain a nommé chef de gouvernement et

chargé de former le nouveau gouvernement, a annoncé le ministère de la Maison Royale, du Protocole et de la Chancellerie dans un communiqué.

Voici la traduction de ce communiqué :

"Le ministère de la Maison Royale, du Protocole et de la Chan-

cellerie annonce que Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, accompagné de SAR le Prince Héritier Moulay El Hassan, a reçu vendredi 10 septembre 2021 au palais Royal à Fès, M. Aziz Akhannouch, président du Parti «Rassemblement National des Indépendants», que le

Souverain a nommé Chef de gouvernement, et a chargé de former le nouveau gouvernement.

Cette nomination intervient conformément aux dispositions constitutionnelles et sur la base des résultats des élections législatives du 08 septembre 2021".

*Aziz Akhannouch : Des consultations seront engagées avec les partis pour la formation d'une majorité cohérente et homogène*

**D**es consultations seront engagées avec les partis pour la formation d'une majorité cohérente, homogène et porteuse de programmes convergents, a indiqué Aziz Akhannouch, président du Rassemblement national des indépendants (RNI), que Sa Majesté le Roi Mohammed VI a reçu vendredi au Palais Royal de Fès et nommé chef de gouvernement.

«Nous allons engager, à partir de ce jour, des consultations avec les partis, avec lesquels nous serons en accord dans le futur, pour la formation d'une majorité cohérente, homogène et porteuse de programmes convergents», a assuré M. Akhannouch dans une déclaration à la

presse à l'issue de l'audience que lui a accordée le Souverain.

Exprimant sa fierté pour la confiance Royale, M. Akhannouch, qui a été chargé par le Souverain de former le nouveau gouvernement, a exprimé le vœu que le gouvernement comprendra des membres en mesure de mettre en œuvre les grands chantiers et stratégies de Sa Majesté le Roi, ainsi que les futurs programmes gouvernementaux.

M. Akhannouch a, en outre, affirmé que l'audience que lui a accordée Sa Majesté le Roi était un honneur et «que cette confiance Royale est une grande responsabilité dont nous sommes parfaitement conscients».

*La complexité de la carte électorale rend difficile la formation des conseils communaux et régionaux de Casablanca-Settat*

**L**a complexité de la carte électorale, suite aux résultats des élections du 8 septembre dans la région de Casablanca-Settat, rend difficile la formation des conseils communaux et régionaux, a estimé le chercheur universitaire Amine Essaid.

Le professeur en droit constitutionnel et sciences politiques à l'université Sidi Mohamed Ben Abdellah à Fès, a indiqué, dans une déclaration à la MAP, que les partis politiques ont la rude tâche de former rapidement des coalitions pour ce qui est des conseils communaux et des arrondissements, en raison de l'annulation du système du seuil électorale qui a engendré l'éparpillement des voix et rendu difficile la formation de coalitions.

La circonscription régionale de Casablanca-Settat a connu, à son tour, un éparpillement des 12 sièges partagés par plusieurs partis, excepté le Rassemblement National des Indépendants (RNI) qui est arrivé en tête en obtenant 2 sièges, a poursuivi M. Essaid. Concernant l'opération de vote et les raisons du recul du Parti de la Justice et du Développement (PJD) dans un de ses fiefs électoraux, le chercheur a expliqué que c'est la nature du vote qui a donné lieu à ces résultats, vu que le vote

politique, qui a prédominé en 2015 et 2016 dans cette région du Royaume, a cédé la place au vote local; autrement dit, les listes locales ont présidé à l'orientation des circonscriptions législatives.

Il a également fait part d'un vote-sanction, puisque le parti qui présidait le conseil régional a perdu la plupart de ses sièges, et que le PJD ne pourrait présider aucun conseil d'arrondissements de Casablanca, sachant que l'ancien maire de la ville a perdu son siège parlementaire.

Le PJD a perdu ses sièges même dans les circonscriptions électorales qu'il prédominait, dont la circonscription de Hay Hassani et autres, alors que les autres grands partis ont préservé leurs sièges dans toutes les circonscriptions électorales à Casablanca (RNI, PAM, PI et MP), a-t-il relevé.

Les résultats des élections des membres de la Chambre des représentants, des conseils communaux et d'arrondissements et des conseils régionaux dans cette région ne constituent pas une exception par rapport à ceux enregistrés, au niveau national, soulignant l'impossibilité d'évoquer ces résultats indépendamment de ceux des autres régions du Royaume, a conclu le professeur universitaire.

## Elections 2021

# De l'avis des observateurs, la participation massive de la population des provinces du Sud aux élections consacre son attachement indéfectible et son appartenance structurelle à la mère patrie

Les élections du 8 septembre continuent de focaliser l'intérêt des observateurs et analystes étrangers de tous bords dont les commentaires s'accordent à en louer la réussite, la transparence et la sérénité.

En effet, l'expert brésilien en relations internationales, Altair de Sousa Maia, a indiqué que ces élections confortent le Maroc dans sa pratique démocratique, notamment au Sahara et affaiblissent davantage la thèse séparatiste des dirigeants autoritaires à Alger et dans les camps de Tindouf.

«La thèse des séparatistes qui contrôlent les camps de Tindouf par le feu et le sang sur le territoire algérien a subi un véritable revers au vu des résultats des élections que vient d'organiser le Maroc, particulièrement la participation massive des populations du Sud dans le processus électoral», a-t-il souligné tout en relevant qu'il s'agit d'une preuve incontestable de la volonté populaire d'appartenir amplement au Maroc dans l'unité et la paix.

Pour le consultant international brésilien, le Maroc a déjà fourni par le passé des «preuves suffisantes attestant que les populations des provinces du Sud font partie et veulent faire partie du Maroc et continuer à l'être, sous le même drapeau et en parfaite symbiose avec le Trône».

«Les élections, saluées par les principales démocraties du monde, consolideront la démocratie marocaine et le développement des provinces du Sud, promises à un véritable essor économique grâce aux différents projets qui y sont mis en place, en particulier le futur port de Dakhla Atlantique», a-t-il tenu à préciser.

De son côté, le politicien et diplomate argentin Humberto Roggero, revenant sur les taux de participation

enregistrés dans les provinces du Sud, ayant dépassé la moyenne nationale, a affirmé que «cette participation active de la population dénote de ses grands espoirs pour davantage de progrès et de développement» dans le cadre d'un processus «sérieux et responsable et une conduite démocratique absolument évidente».

L'on constate ainsi que la participation massive de la population des provinces du Sahara marocain n'est pas passée inaperçue. Elle fournit une preuve tangible de plus, si besoin en est, de l'attachement historique indéfectible de ces habitants à leur mère patrie et de leur appartenance structurelle à leur pays. En effet, dans les provinces du Sud du Royaume, le taux de participation a atteint 66,94% dans la région de Laâyoune-Sakia El Hamra, 63,76% dans la région de Guelmim-Oued Noun et 58,30% dans la région de Dakhla-Oued Eddahab.

Par ailleurs, le député italien Andrea De Maria a assuré que les élections au Maroc constituent «une opportunité importante de participation démocratique». «Les élections législatives, communales et régionales qui se sont déroulées au Maroc ont été une opportunité importante de participation démocratique pour le pays et les citoyens marocains», a-t-il souligné.

Le député italien, qui préside le groupe d'amitié parlementaire Italie-Maroc, a exprimé le souhait de pouvoir travailler avec ses homologues marocains «pour renforcer les relations amicales entre nos deux Etats et nos deux peuples».

Pour sa part, le journal «Acharq Al-Awsab», ayant noté que le Royaume a atteint «l'âge de la maturité démocratique», soutient que sans doute (il) a confirmé qu'il a atteint



l'âge de la maturité démocratique avec ces résultats, à travers lesquels les Marocains ont affirmé que la reddition des comptes guette tous ceux qui ont pris en charge la gestion des affaires du pays».

Là-dessus, la publication fait observer que le Maroc a connu au cours des dernières années un grand essor économique à travers l'étendue du continent africain, particulièrement dans la partie occidentale, où il a investi dans des projets d'envergure et réussi à exporter ses produits agricoles et industriels, tout en mettant à profit son retour à l'Union africaine.

Le journal indique, à ce propos, que le Maroc assemble environ 750.000 voitures par an, exporte ses produits agricoles et industriels vers l'Europe et l'Afrique et aspire à devenir un tigre économique africain de premier plan, grâce à ses capacités

matérielles et humaines et sa situation géographique proche de l'Europe.

D'autre part, l'Union européenne a affirmé dans une déclaration à la MAP avoir suivi «avec beaucoup d'attention» la tenue des élections au Maroc et avoir «noté une participation accrue». Le porte-parole de l'UE, Peter Stano, a ainsi souligné que «l'Union européenne a hâte de s'engager avec le nouveau gouvernement, les autorités et le Parlement marocain, afin de continuer à renforcer notre partenariat euro-marocain pour une prospérité partagée dans tous les domaines d'intérêts, conformément à la déclaration conjointe de 2019». Il a précisé en outre que le Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la sécurité, Josep Borrell s'est déjà entretenu «avec le ministre des Affaires étrangères, M. Nasser Bourria pour discu-

ter des sujets d'intérêt mutuel, et parmi lesquels aussi les élections».

Dans un autre registre, tout aussi louable, le politicien et diplomate argentin Humberto Roggero, a estimé qu'en plus du taux de participation important au scrutin du 8 septembre, l'implication des femmes dans ces élections est un fait remarquablement «positif».

«Il s'agit d'une très bonne nouvelle, puisque 30% des candidatures étaient celles des femmes. C'est un fait très positif», s'est exclamé le député argentin dans une déclaration à la MAP.

Ce fait «prouve encore une fois la participation active de la femme marocaine aux décisions dans les sphères politiques. C'est l'information la plus importante à mon avis», a-t-il fortement souligné.

Rachid Meflah

## Des représentations diplomatiques au Maroc saluent un exercice démocratique réussi

Plusieurs représentations diplomatiques accréditées au Maroc ont salué le bon déroulement des élections générales tenues le 8 septembre dans l'ensemble du territoire national, y voyant un «exercice démocratique» réussi.

Dans des tweets, ces chancelleries ont tenu à féliciter les autorités et le peuple marocains pour la réussite de ce triple scrutin, qui a enregistré un taux de participation dépassant les 50%, dans le contexte difficile de la pandémie.

Très impressionnée par le déroulement démocratique des élections du 8 septembre, l'ambassade du Japon à Rabat a tenu à féliciter les Marocains et Marocains à cette occasion.

L'ambassade du Royaume-Uni a ex-

primé, pour sa part, sa joie de participer à l'observation de ces élections, se disant prête à travailler avec le prochain gouvernement pour approfondir les liens historiques entre les deux Royaumes.

L'ambassade n'a pas manqué de faire part du soutien du gouvernement britannique au développement démocratique au Maroc au cours de la dernière décennie.

«En dépit de la situation sanitaire difficile à cause de la pandémie de la Covid-19, nos amis marocains ont réussi à tenir une campagne électorale juste et transparente, et à assurer la libre expression de la volonté des citoyens qui se sont rendus aux bureaux de vote», écrit, de son côté, l'ambassade de la Fédération de Russie dans son tweet.

Après avoir félicité les autorités du Royaume et tout le peuple marocain ami à l'occasion de la tenue de ces élections, l'ambassade russe s'est dite convaincue que la nouvelle Chambre des représentants ainsi que le gouvernement continueront à travailler en faveur de la prospérité continue du Royaume du Maroc et contribueront au développement de liens russo-marocains pour le bien des deux peuples.

Pour sa part, l'ambassade d'Italie à Rabat a qualifié les élections du 8 septembre de «grand exercice de démocratie», souhaitant succès aux élus.

Elle a fait part, dans ce cadre, de l'esprit du partenariat et d'amitié fraternelle qui unissent les deux peuples marocain et italien.

Dans la même veine, l'ambassade des Philippines a particulièrement salué le taux élevé de participation enregistré lors de ces élections, exprimant son appréciation des aspirations du peuple marocain à une démocratie forte et durable.

Plusieurs autres représentations diplomatiques accréditées au Maroc ont également salué le bon déroulement du triple scrutin du 8 septembre. C'est le cas notamment de l'ambassade des Pays-Bas qui s'est dite heureuse de voir des millions de Marocains exercer leur droit de vote, et de l'ambassadeur suisse à Rabat, Guillaume Scheurer, qui a tweeté: «La démocratie en action».

Le jour même du scrutin, l'ambassade des Etats-Unis à Rabat avait tenu à féliciter, dans un tweet, le Royaume pour

sa réussite dans l'organisation des élections législatives, régionales et communales du 8 septembre.

«Notre engagement commun envers le processus démocratique renforce notre partenariat de 200 ans», avait écrit l'ambassadeur US.

Des élections législatives, régionales et communales ont été organisées le 8 septembre au Maroc et marquées par un taux de participation de 50,35% au niveau national.

Les élections du Sud du Royaume ont enregistré un taux de participation encourageant qui a atteint 58,30% au niveau de la région de Dakhla-Oued Eddahab, 63,76% dans la région de Guelmim-Oued Noun et 66,94% dans la région de Laâyoune-Sakia El Hamra.

*L'affaire Benbatouche n'en finit pas de faire des vagues*

# ABC met à nu les micmacs perpétrés par certains responsables espagnols



L'affaire Brahim Ghali n'en finit pas de révéler tous ses secrets. Les investigations dirigées par le juge d'instruction au tribunal de Saragosse, Rafael Lasala, ont permis de mettre la lumière sur une coopération étroite entre le ministère espagnol des Affaires étrangères et le département de l'armée de l'air pour dissimuler l'accès du chef du Polisario au territoire espagnol, le 18 avril, rapporte le quotidien espagnol ABC.

Les messages WhatsApp échangés entre deux hauts fonctionnaires, à savoir Camilo Villarino, chef du cabinet de l'ex-ministre des Affaires étrangères, et le lieutenant-général Francisco Javier Fernandez Sanchez, n°2 de l'état-major de l'armée de l'air à l'époque des faits, démontrent comment le gouvernement espagnol s'est servi de l'armée de l'air pour dissimuler l'entrée en Espagne du chef des séparatistes, poursuivi pour des crimes de guerre.

L'examen de cette séquence de messages entre les deux hauts responsables ne laisse aucun doute sur leur participation directe dans l'entrée de Brahim Ghali en Espagne sans passer par le contrôle d'usage des passeports, précise le quotidien espagnol.

Le général José Luis Ortiz-Cañavate, chef de la base aérienne de Saragosse a, quant à lui, affirmé avoir «reçu le 18 avril un ordre par téléphone de l'État-major de l'armée de l'Air, de ne pas faire passer par le contrôle des passeports ou par la douane le chef des séparatistes», rap-

porte le site d'informations El Español. Il a dans ce sens précisé que «c'est la ministre des Affaires étrangères de l'époque, Arancha Gonzalez Laya, qui a donné cet ordre au ministère de la Défense, qui l'a, à son tour, instruit». Le haut responsable militaire a également affirmé que «des noms des passagers étaient inconnus, car les passeports n'ont pas été vérifiés». «Or, conformément aux procédures en vigueur, toute personne qui atterrit dans cet aéroport en provenance d'un pays hors de la zone Schengen doit être soumise à un contrôle d'identité et de titres de voyages», a-t-il souligné. Le média espagnol a également accusé la cheffe de la diplomatie d'avoir violé le code Schengen de l'Union européenne et ses propres règles, précisant que «des diplomates sont dispensés du contrôle douanier de leurs bagages, mais ne peuvent en aucun cas se soustraire au contrôle des passeports».

Toujours d'après nos confrères de ABC, il est évident que, selon les messages WhatsApp en question, les deux hauts responsables ont participé activement au plan visant à faciliter l'entrée de ce criminel de guerre sans le soumettre au contrôle des passeports et, ainsi, sans laisser de preuve de son entrée en Espagne.

L'analyse desdits messages a également confirmé que le diplomate et le militaire qui occupent aujourd'hui le poste de représentant militaire de l'Espagne auprès de l'UE et de l'OTAN ont suivi de très près le trajet de l'avion qui transportait le chef des séparatistes depuis Alger jusqu'à la

base aérienne de Saragosse. Ils ont, par ailleurs, insisté pour qu'aucun document ne soit demandé à l'appareil lors de son atterrissage et exigé la présence d'une ambulance pour transférer Ghali à l'hôpital de Logroño.

Selon les messages en question, les deux protagonistes se sont, au terme de l'opération, félicités de sa réussite. Le lieutenant-général Francisco Javier Fernandez Sanchez a notamment informé Camilo Villarino que tout s'était déroulé comme prévu, bien qu'il ait signalé un léger malentendu avec l'équipage algérien. «Le bon travail accompli par la base a tout résolu. Je confirme que tout a été discret», a écrit le lieutenant-général dans son message à Camilo Villarino. «Bon travail», répondit ce dernier.

Face à cette situation compromettante, l'accusation populaire (*procédure pénale espagnole permettant à tout citoyen espagnol de faire partie d'une procédure pénale en tant qu'accusation, bien qu'il ne soit pas victime ou n'aura en directement préjudice*) a demandé au juge de «l'affaire Ghali» d'élargir ses investigations au sein de l'équipe de contrôle des frontières de l'aéroport civil de Saragosse, qui partage les installations avec la base aérienne. Concrètement, il a demandé au juge d'obtenir l'identité du policier qui était chargé du contrôle des passeports ce dimanche 18 avril.

En plus des messages échangés entre Villarino et le lieutenant-général Fernández Sánchez le 18 avril, il y a également plusieurs autres messages échangés quatre jours plus tard, le 22 avril, lorsque les médias ont appris que

Ghali était entré en Espagne et était soigné à l'hôpital de Logroño. Villarino transmet alors la nouvelle à Fernández Sánchez tout en lui assurant que le ministère des Affaires étrangères n'impliquera en aucun cas la Défense et qu'il n'a pas l'intention de révéler que l'entrée de Brahim Ghali en Espagne a été effectuée en coordination avec la direction de l'armée de l'air.

Pour toutes ces raisons, Camilo Villarino, qui a cessé ses fonctions de chef de cabinet de la ministre González Laya après la destitution de cette dernière, est appelé à témoigner en tant qu'accusé devant le juge de Saragosse ce lundi, pour répondre de son implication dans cette affaire.

Le lieutenant-général Fernández Sánchez est, quant à lui, convoqué par le juge en qualité de témoin. Mais l'accusation populaire a demandé qu'il soit cité à comparaître en tant qu'accusé

pour violation des Règlements sur les frontières, considérant que lesdits messages démontrent qu'il y avait «un plan préconçu et parfaitement structuré».

L'avocat Antonio Urdiales qui représente l'accusation populaire a, par ailleurs, demandé au juge d'instruction d'exiger des explications au ministère des Affaires étrangères sur les ordres donnés au ministère de la Défense pour que le Brahim Ghali soit dispensé du protocole traditionnel de contrôle de son passeport à la base de Saragosse.

Il est enfin à rappeler que le chef des séparatistes du Polisario a été récemment évacué de l'hôpital Aïn Naâdja, à Alger, vers Cuba, où il a été admis en soins intensifs. L'Espagne aurait refusé d'accueillir à nouveau le leader de la bande séparatiste qui souffre d'un cancer de l'appareil digestif, évitant ainsi une nouvelle crise avec le Royaume du Maroc.

**Mehdi Ouassat**

## La Razon énumère les têtes qui ont sauté et celles à venir

Le quotidien espagnol La Razon a souligné que les principaux responsables du département des Affaires étrangères et de l'armée espagnole impliqués dans Ghaligate ont quitté leurs postes cinq mois après l'éclatement de cette affaire qui avait déclenché une crise diplomatique avec Rabat. «Aucun des principaux protagonistes de cet épisode controversé, sous enquête judiciaire, n'est resté à son poste», a mis en valeur le journal espagnol.

Ainsi, La Razon a mis en avant que le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, a profité du remaniement ministériel de juillet dernier pour remplacer Arancha González Laya, ministre des Affaires étrangères, considérée comme la principale responsable de cette crise. Ce changement, poursuit le quotidien espagnol, a été interprété comme un geste d'apaisement envers Rabat.

La même source a indiqué qu'après le départ de l'ancienne ministre des Affaires étrangères, son chef de cabinet, Camilo Villarino, a également quitté son poste. «Jusqu'à présent, celui-ci est la seule personne accusée dans cette affaire et qui est citée à témoigner lundi prochain devant le président du tribunal d'instruction de Saragosse. Le diplomate qui a donné l'ordre à la direction de l'armée de l'air de ne pas exiger de papiers de Ghali à son arrivée en Espagne, reste au ministère et le gouvernement ne l'a pas abandonné, au point que le procureur général a assumé sa défense dans l'affaire», lit-on dans La Razon.

Le lieutenant-général Francisco Javier Fernández Sánchez était alors le n°2 de l'état-major de l'armée de l'air et était celui qui a reçu l'ordre du département des Affaires étrangères de ne pas effectuer les contrôles habituels de documents et de bagages concernant le chef des séparatistes. Ce responsable militaire a également quitté son poste et a été nommé au poste de représentant militaire de l'Espagne auprès de l'UE et de l'OTAN.

Le magistrat enquêtant sur ce qui s'est passé, Rafael Lasala, a exclu de le citer comme accusé car il n'y a pas de preuve attestant que celui-ci savait que «la personne qui est arrivée en Espagne avait ou n'avait pas de passeport diplomatique ou était exemptée pour une raison quelconque de passeport et de contrôle personnalisé. Cependant, l'avocat Antonio Urdiales, qui a dénoncé l'affaire en justice, a demandé au juge d'incriminer également ce responsable militaire», a souligné La Razon. Celui-ci comparaitra lundi prochain devant la justice.

Et contrairement aux autres responsables, Eliseo Sastre, chef du bureau de la présidente de La Rioja, Concha Andreu, reste à son poste. Il est cité par la justice en tant que témoin pour clarifier les circonstances du transfert en ambulance de Brahim Ghali de Saragosse à l'hôpital de San Pedro de Logroño, où le chef des séparatistes est resté jusqu'au 2 juin dernier.

**Mourad Tabet**

*Bravant la répression algéro-polisarienne*

## Les habitants des camps de la honte n'ont de cesse de dénoncer le blocus qui leur est imposé

Malgré l'implacable mainmise imposée par l'Algérie par l'entremise des dirigeants du Polisario, les habitants des camps de Tindouf ne trouvent aucune occasion pour exprimer leur colère face aux mauvais traitements et au blocus que leur font subir l'Algérie et le Polisario. Ces soulèvements connaissent un rythme soutenu, depuis la longue maladie et l'absence prolongée de Brahim Ghali.

A travers ces soulèvements qui connaissent une affluence de plus en plus importante, les Sahraouis des camps expriment leur colère et leur ras-le-bol et dénoncent la misère, la répression, l'enfermement, le blocus et l'interdiction de se déplacer auxquels ils sont soumis par les autorités algériennes qui, sous prétexte de la pandémie du coronavirus, avaient décrété, il y a plus d'un an, que tout mouvement à l'intérieur ou vers l'extérieur des camps doit faire l'objet d'une autorisation préalable que seules les autorités militaires de Tindouf étaient habilitées à délivrer. Si les soulèvements et les sit-in des habitants des camps ne sont pas nouveaux, cette année, ils sont de plus en plus récurrents et sont réprimés avec beaucoup plus de violence par les milices du Polisario sous le regard complice des militaires algériens.

Vendredi dernier, les habitants des camps, bravant tous les interdits, ont organisé deux marches de protestation contre cette situation insoutenable. La première devait se diriger vers le prétendu ministère de l'Intérieur pour se rendre ensuite au check-point algérien à la sortie de Bir Lahlou vers Tindouf. La deuxième marche s'est rendue au point frontalier avec la Mauritanie où militaires du Polisario et gardes-frontières algériens les ont accueillis avec des gourdis et des tirs en l'air. Mais cela, selon des sources de Rabouni, ne les a pas empêchés de se rassembler et d'exprimer leurs doléances.

Au moment où les manifestants des camps sont arrivés au point frontalier avec la Mauritanie, quelque 25 à 40 semi-remorques transportant des marchandises et des produits alimentaires s'approprièrent à franchir ce point à destination des villes mauritaniennes où ces produits devaient être commercialisés à des prix à la portée des habitants.

Apparemment, les autorités algériennes dont les citoyens sont les plus nécessiteux de la région, n'ont que faire de la maxime «Charité bien ordonnée commence par soi-même».

Ahmadou El-Katab

*Rentrée scolaire*

## Une série de mesures pour assurer le démarrage effectif au 1<sup>er</sup> octobre

Le ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, vendredi, que plusieurs mesures pédagogiques et organisationnelles ont été prises en prévision du démarrage effectif des cours le 1<sup>er</sup> octobre.

Ces mesures concernent les départements de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et celui de la formation professionnelle, a indiqué le ministère dans un communiqué.

S'agissant de l'éducation nationale, il a été décidé d'actualiser les programmes scolaires pour la saison scolaire 2021-2022, afin d'adapter leur différentes étapes à la nouvelle date de démarrage effectif des cours, notamment les vacances scolaires, les devoirs et les examens scolaires, afin de préserver le temps scolaire et d'achever les cours.

Il s'agit également d'élaborer des programmes de travail pédagogiques régionaux et provinciaux, ainsi qu'au niveau de tous les établissements scolaires publics et privés, afin d'achever toutes les opérations liées aux préparatifs de la saison scolaire en cours, en plus de la diffusion télévisée et via la plateforme électronique et l'application mobile TelmidTICE, à compter du 13 septembre, des séances de révision et d'appui pour les trois cycles scolaires au profit de tous les élèves des secteurs public et privé, selon une programmation spécifique.

A cet égard, le ministère exhorte les parents et tuteurs d'élèves à encadrer et accompagner leurs enfants pour qu'ils puissent profiter de cette période (reliquat mois septembre) pour se familiariser progressivement



avec les études, et ce grâce à l'utilisation de diverses ressources pédagogiques disponibles (manuels, fascicules, plateformes pédagogiques...), en plus de la réalisation d'activités d'auto-apprentissage et de lecture parallèle et le suivi des sessions de révision et d'appui qui seront diffusées, en plus d'apporter un soutien psychologique et moral aux enfants, surtout dans cette conjoncture exceptionnelle marquée par l'émergence de la "Covid 19".

Concernant l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, des concours d'accès seront organisés à distance pour les filières sélectives (licence professionnelle, master), en plus de la diffusion télévisée de cours produits par les universités nationales, selon une programmation qui sera annoncée dans les prochains jours.

Ces mesures seront corroborées par la mise à la disposition des étudiants des contenus numériques, à travers les plateformes universitaires dans le cadre de l'auto-formation, et

l'organisation du processus d'accès aux établissements à accès restreint, à travers le système de passerelle, ainsi que l'organisation du processus d'évaluation du niveau de maîtrise des langues étrangères des étudiants pour les personnes assujetties au système de Bachelor.

Au niveau de la formation professionnelle, poursuit le communiqué, une adéquation du calendrier avec les programmes de formation a été décidée, et tous les stagiaires seront tenus informés des modalités de la rentrée, en prévision des stages et de la possibilité d'organiser des séances de révision à distance.

A cette occasion, le ministère réitère son appel à tous les citoyens à s'engager massivement en faveur de l'opération nationale de vaccination et de poursuivre le respect des mesures de précaution recommandées par les autorités compétentes, afin d'accélérer le rythme de retour à la vie normale pour un démarrage effectif des cours dans des conditions normales.

## Deux camionneurs marocains tués et un autre blessé par des éléments armés au Mali

Deux camionneurs marocains ont été tués et un autre blessé, samedi au Mali, par des hommes armés, a-t-on appris auprès de l'ambassade du Maroc à Bamako, ajoutant qu'un quatrième chauffeur a survécu à cette attaque.

L'incident a eu lieu au niveau de la commune de Didiéni, située à environ 300 km de Bamako, lorsque les chauffeurs marocains se dirigeaient vers la capitale malienne à bord de camions transportant des marchandises, avant qu'ils ne soient attaqués par balles par un groupe d'éléments armés qui se cachaient derrière les arbres au bord de la route, indiquent-ils de même source.

Le chauffeur blessé, dont l'état de santé ne suscite pas d'inquiétude, a été transféré vers un hôpital local pour recevoir les soins nécessaires.

Selon des témoins, les assaillants étaient coulés, portaient des gilets pare-balles et disposaient d'appareils de communication sans fil. Après avoir commis leur crime, ils ont quitté les lieux sans voler le moindre objet des victimes.

L'ambassade du Maroc à Bamako est en contact avec les autorités compétentes dans les deux pays, ainsi qu'avec les proches des chauffeurs marocains pour prendre les dispositions nécessaires dans de telles situations, dont la demande d'ouverture d'une enquête par les autorités maliennes afin d'élucider les circonstances de cette attaque, et la prise de mesures qui s'imposent.

Les dépouilles des deux victimes sont actuellement acheminées vers Bamako, selon la même source.

## Le représentant de la Libye à l'ONU met en exergue le rôle du Maroc pour la résolution du conflit libyen

Lors de la réunion consacrée, vendredi, par le Conseil de sécurité de l'ONU à l'examen des derniers développements en Libye, l'ambassadeur représentant permanent de la Libye auprès des Nations unies à New York, Taher M. El-Sonni, a mis en relief le rôle important joué par le Maroc pour la résolution du conflit dans ce pays maghrébin.

"Dans le cadre de nos discussions sur le rôle des pays voisins, je voudrais remercier le Maroc pour ses efforts continus et pour avoir abrité à maintes reprises les partis politiques libyens afin de créer un environnement propice à la réalisation d'un règlement politique", a déclaré M. El-Sonni.

Après avoir abrité le processus ayant

mené à la négociation et la signature de l'Accord politique libyen de Skhirat, le Maroc a accueilli les pourparlers inter-libyens à Bouznika et à Tanger et continue de recevoir pour consultation, de manière régulière, les leaders politiques libyens qui trouvent dans le Royaume un pays voisin frère et un interlocuteur crédible ayant pour unique objectif le retour de la paix, de la stabilité et du développement en Libye, conformément aux Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Le Conseil de sécurité devrait adopter une résolution la semaine prochaine sur le renouvellement du mandat de la mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL).

## Divers

## Compétition

L'équipe Enactus de l'École nationale des sciences appliquées (ENSA) de Khourmga représentera le Maroc dans l'édition 2021 de l'Enactus World Cup, la plus grande compétition d'entrepreneuriat social étudiant, prévue du 14 au 21 octobre prochain.

L'équipe représentera le Royaume après avoir remporté le tour final de la compétition nationale Enactus Morocco- Sustainable Innovation Fest 2021, organisé samedi à Casablanca, et ce en présentant trois projets.

Le premier, "Datty", concerne la production et la commercialisation de l'alternatif du café à base du noyau des dattes, tandis que le deuxième, "Bistic", porte sur la production et la commercialisation des cuillères comestibles pour préserver l'environnement et mettre fin aux cuillères en plastique à usage unique.

Le troisième projet, "Medi-co Call", est un service d'aide par téléphone aux personnes ayant des troubles mentaux, en leur accordant les services nécessaires à des prix abordables, tout en garantissant leur anonymat.

## Saisie

La Direction des douanes du port de Casablanca a annoncé vendredi avoir saisi 6200 Kg de pétards et feux d'artifice importés sans déclaration.

La même source a précisé dans un communiqué avoir mis en échec jeudi une tentative d'importation de 446 cartons renfermant 814.344 unités de feux d'artifice et de pétards d'un poids net global de 6200 kg, soumise à autorisation d'importation.

Ce lot de marchandises a été saisi lors d'un contrôle frontalier grâce aux mesures de ciblage et de vérification physique.

Les articles saisis ont été minutieusement dissimulés dans deux conteneurs contenant 46.000 kg de luzerne fourragère importés de l'Espagne.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts intenses déployés par la Douane pour la lutte contre le trafic illégal des marchandises dangereuses, indique la même source

# Célébration de la Journée mondiale de l'épidémiologie de terrain

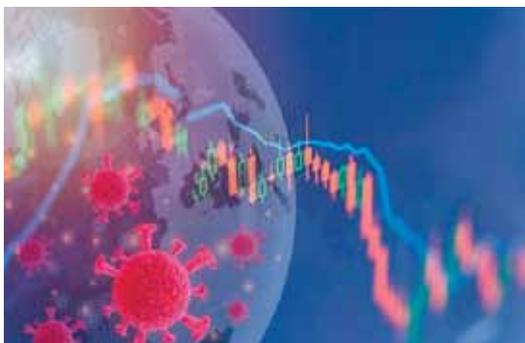
*Comme l'a démontré la pandémie de Covid-19, les maladies infectieuses ne connaissent pas de frontières*

La célébration de la Journée mondiale de l'épidémiologie de terrain est une occasion d'attirer l'attention des décideurs sur l'importance de cette discipline, pour la développer davantage et répondre au mieux aux besoins du pays, a souligné l'Association nationale d'épidémiologie de terrain (ANET).

"Nous avons célébré, avec grande fierté et avec l'ensemble des épidémiologistes de terrain dans le monde entier, la première Journée mondiale de l'épidémiologie de terrain (le 7 septembre), qui constitue un événement mondial visant à reconnaître et à sensibiliser les décideurs, la communauté scientifique et la population sur le rôle vital des épidémiologistes de terrain dans la protection de la santé des populations et dans la progression de la sécurité sanitaire mondiale", indique l'association samedi dans un communiqué.

C'est aussi une occasion de plaider en faveur d'un investissement plus important et durable dans la formation des épidémiologistes de terrain, relève l'ANET, notant que les années 2020-2021 ont apporté une visibilité sans précédent du travail des épidémiologistes de terrain à travers la lutte mondiale continue contre le SARS-CoV-2.

Pour l'association, plus d'efforts demeurent nécessaires pour mettre en exergue l'importance de cette discipline et renforcer les systèmes de



santé à travers le monde afin de détecter précocement et répondre rapidement aux épidémies en particulier et autres urgences de santé publique en général.

"Comme l'a démontré la pandémie de Covid-19, les maladies infectieuses ne connaissent pas de frontières. Le monde est de plus en plus interconnecté et la mobilité de la population s'est accentuée plus que jamais, faisant d'un problème épidémique dans une zone géographique de notre planète une menace pour la santé mondiale", lit-on dans le document.

Et d'ajouter que la pandémie de Covid-19 a montré que la collaboration étroite épidémiologiste-clinicien-biologiste, a permis d'amorcer très tôt la recherche relative à différents aspects de cette maladie : virologiques, cliniques et épidémiolo-

giques; ce qui a été à l'origine des avancées scientifiques en matière de traitements curatifs et préventifs.

Au Maroc, les épidémiologistes de terrain (lauréats du programme FETP-Morocco et cadres du ministère de la Santé) ont acquis une grande expertise à travers le travail du terrain et les formations occasionnelles, tout en assurant les investigations des cas et des clusters, recherche des contacts, testing, veille, surveillance et études, souligne-t-on.

L'agence gouvernementale américaine des Centers for Disease Control and Prevention (CDC) recommande un épidémiologiste de terrain pour 200.000 habitants, rappelle l'ANET, relevant que le Maroc a besoin d'au moins 182 épidémiologistes de terrain répartis équitablement sur l'ensemble des régions, provinces et préfectures du pays.

# Société

## Ouverture d'une enquête judiciaire au sujet d'un couple et d'un mineur suspectés d'homicide volontaire

La brigade criminelle préfectorale de Rabat a ouvert samedi une enquête sous la supervision du parquet compétent pour déterminer les actes criminels attribués à un couple et à l'enfant mineur de l'un d'entre eux, soupçonnés d'homicide volontaire sur ascendant.

Selon les premiers éléments de l'enquête, le principal mis en cause (43 ans) est suspecté d'homicide volontaire après l'usage de moyens de torture sur sa mère de 67 ans, avec l'éventuelle complicité de sa femme et de son fils mineur, indique un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Les éléments de la police judiciaire ont saisi des enregistrements vidéo réalisés à l'aide de téléphone portable montrant la victime nue et ligotée avec des traces de violences sur différentes parties de son corps, ajoute la même source.

Les mis en cause majeurs ont été placés en garde à vue, alors que le suspect mineur a été placé sous contrôle judiciaire, à la disposition de l'enquête menée sous la supervision du parquet compétent, pour déterminer les circonstances de cette affaire et le degré d'implication de chacun des suspects, conclut le communiqué.

## Soupçonnés d'avoir violenté l'employé d'un café lors de son interpellation par un policier

## Enquête judiciaire à l'encontre de 7 individus

Dans le cadre de l'investigation menée suite à la diffusion d'une vidéo dans laquelle un employé d'un café indique avoir été violenté lors de son interpellation par un policier à Casablanca, la brigade nationale de la police judiciaire (BNPJ) a soumis sept individus, présumés impliqués dans cette affaire, dont un commissaire et deux inspecteurs de police, à une enquête judiciaire supervisée par le parquet compétent.

La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) avait interagi avec sérieux suite à la publication par la victime le 17 août d'une plainte dans la presse électronique, précise un communiqué de la DGSN, soulignant que le parquet compétent a été avisé et a donné ses instructions pour l'ouverture d'une enquête.

La victime et l'ensemble des policiers ayant participé aux procédures d'interpellation, ainsi que les témoins de l'incident ont été auditionnés, ajoute la

même source. Suite aux investigations menées dans le cadre de cette affaire, la BNPJ a soumis un inspecteur de police et quatre autres suspects aux procédures de la garde à vue pour une enquête au sujet de présumées violences perpétrées par un fonctionnaire public, de participation à des actes de falsification et incitation à faux témoignage.

Un commissaire de police, chef d'un arrondissement de police, et son adjoint au grade d'inspecteur de police ont été aussi soumis aux procédures d'enquête dans l'attente de leur comparution en état de liberté en compagnie des autres suspects, poursuit le communiqué.

La même source fait également savoir que la DGSN attend l'achèvement des procédures et les décisions judiciaires qui seront prises à l'encontre des fonctionnaires de police suspects pour décider des mesures administratives à prendre conformément au statut des fonctionnaires de la Direction générale.

# Horizons

## Trois leçons d'un échec de deux décennies



Il y a vingt ans, les attentats du 11 septembre choquaient le monde. «Nous sommes tous américains» est devenu un slogan mondial de solidarité. Soudain, l'invulnérabilité post-guerre froide de l'Occident avait été exposée comme une illusion. La mondialisation, qui était devenue le paradigme régnant et a établi la domination économique occidentale dans les années 90, s'est avérée avoir un côté sombre.

Deux décennies après les attentats, il est difficile d'exagérer leurs conséquences pour l'Occident et le reste du monde. Un acteur non étatique violent a déterminé l'agenda international à un degré extraordinaire. Alors que l'hégémonie de l'Occident, menée par les Etats-Unis, restait incontestée, le moment unipolaire des années 90 semblait toucher à sa fin et la politique étrangère américaine serait fondamentalement remodelée par la «guerre mondiale contre le terrorisme».

Dans le contexte de l'époque, il n'était pas surprenant que l'invasion de l'Afghanistan dirigée par les Etats-Unis ait rencontré un soutien international écrasant. Les attentats du 11 septembre ne pouvaient rester sans réponse, et ce sont les talibans qui ont fourni un refuge à al-Qaïda pour planifier, organiser et lancer l'opération.

Mais la guerre en Afghanistan restera dans les mémoires comme un échec majeur. Ses coûts élevés et ses faibles rendements soulèvent une question évidente : à quoi servait tout cela ? Plus de 48.000 civils afghans, au moins 66.000 soldats afghans et 3.500 soldats de l'OTAN ont été tués au cours des 20 ans de conflit. Les Etats-Unis ont dépensé plus de 2.000 milliards de dollars pour essayer de construire des institutions étatiques afghanes, pour les voir disparaître en l'espace de quelques semaines alors que les talibans avançaient pour reprendre le pays.

Le rétablissement d'un gouvernement taliban à Kaboul est une preuve

supplémentaire que la «guerre mondiale contre le terrorisme» était un effort malavisé. Les Afghans – en particulier les femmes et les filles – ont à nouveau été confrontés aux réalités de la vie sous un régime fondamentaliste. Pour l'Occident, il s'agit maintenant de réfléchir aux leçons de cette triste expérience.

La première leçon est que la force militaire externe n'est pas un moyen sensé de produire un changement de régime efficace et durable. L'Occident n'a absolument pas réussi à créer un Etat afghan moderne, démocratique et résilient capable de résister à la menace des talibans. Les Etats-Unis sont tombés dans le même piège après leur invasion illégale de l'Irak en 2003, où ils ont rapidement fait face à une insurrection qui allait semer les graines de l'Etat islamique. Et puis il l'a fait à nouveau en Libye, où la fixation de l'OTAN sur le renversement de Mouammar el-Kadhafi a laissé un pays dans la tourmente et prêt à la guerre civile.

Bref, l'édification d'une nation de haut en bas a été largement discréditée. Ce modèle suppose que l'établissement d'une présence militaire et l'affectation de ressources dans un pays apporteront inévitablement la sécurité, le développement et la gouvernance démocratique. Or, parce que l'édification de la nation requiert l'adhésion du peuple, elle ne peut réussir que si elle est menée par des représentants locaux perçus comme légitime.

Cet élément était absent en Afghanistan. En soutenant des chefs de guerre comme Abdul Rashid Dostum, dont les forces ont commis de nombreuses atrocités, l'Occident a sapé ses propres efforts d'édification de la nation et s'est aliéné une grande partie de la population afghane.

Plus généralement, l'idée que les institutions existantes d'un pays pourraient simplement être remplacées par de nouvelles aurait dû être reconnue comme invraisemblable. La plupart des

Etats sont construits progressivement et de manière endogène grâce à la coopération et au compromis sur de longues périodes de temps, et non par un diktat étranger. L'émulation et la séduction sont bien plus puissantes que la force et la coercition.

Pire encore, l'administration du président américain George W. Bush a adopté la force militaire après le 11 septembre au détriment de la diplomatie, qui avait longtemps soutenu l'atout le plus précieux de l'Amérique : son attrait pour le reste du monde. Le mur de Berlin est tombé non pas à cause de la force militaire, mais parce que ceux qui vivaient sous le communisme ont réalisé que le modèle économique occidental produisait des niveaux de vie plus élevés qu'ils ne pouvaient aspirer.

La deuxième leçon de 20 ans passés en Afghanistan est que le renforcement de l'Etat national doit être associé à des stratégies régionales. Les approches qui excluent les acteurs régionaux clés ne sont pas viables, en particulier dans le monde multipolaire d'aujourd'hui. En faisant cavalier seul, l'Occident n'a pas réussi à saisir l'évolution de l'équilibre international des pouvoirs. Le voisinage de l'Afghanistan offrait des opportunités qui ont été gâchées. La Chine n'était pas en mesure de contribuer substantiellement au début de la guerre, mais avec son ascension en tant que puissance mondiale, elle aurait pu être un partenaire utile. Une coordination plus étroite entre les efforts de stabilisation menés par les Etats-Unis et les investissements étrangers chinois en Afghanistan aurait pu maximiser les avantages des projets de développement pour la population locale.

De même, un engagement plus important de la Russie aurait pu permettre à davantage de ressources d'atteindre l'Afghanistan via le réseau de distribution du Nord, réduisant ainsi la nécessité de passer par le Pakistan, qui a ainsi obtenu un effet de levier important. De plus, l'Arabie saoudite,

bénéficiaire des armes américaines et investisseur majeur au Pakistan, aurait pu exercer son influence sur le gouvernement pakistanais pour le convaincre de jouer un rôle plus constructif dans la résolution des problèmes régionaux.

Une dernière leçon de la débâcle afghane concerne l'Europe, qui a été rappelée à la nécessité de développer ses propres capacités en fonction de ses propres intérêts stratégiques. L'abandon de la politique étrangère américaine en tant que chien de garde du monde devrait amener l'Europe à réfléchir davantage à sa dépendance vis-à-vis des capacités et des politiques américaines.

L'évacuation de Kaboul offre un exemple grossier de ce qui est en jeu. Sans les avions militaires américains, les alliés des Etats-Unis n'auraient pas pu évacuer leur personnel du pays. Et avec la perspective d'une autre crise des réfugiés européens qui se profile, la facture pour manque de capacité à agir de manière autonome en Afghanistan pourrait bientôt arriver à échéance. L'esprit d'apprentissage par la pratique devrait conduire l'Union européenne à renforcer ses opérations civilo-militaires dans des régions clés afin d'éviter que l'instabilité ne se rapproche de chez elle.

Bien que le monde ait considérablement changé au cours des 20 dernières années, la question du terrorisme international est encore loin d'être résolue. La situation sécuritaire préoccupante au Sahel, par exemple, devrait nous amener tous à réfléchir sur la conduite à tenir à l'avenir. Mais une chose est claire : les «guerres éternelles» sont insoutenables, surtout pour ceux qui doivent les endurer. Nous étions tous américains après le 11 septembre, mais nous avons aussi oublié d'être afghans.

**Par Javier Solana**

*Ancien haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, secrétaire général de l'OTAN et ministre des Affaires étrangères de l'Espagne*



# Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

**HORizontalement.**

- I. Belles à croque r.
- II. Passe à la caisse. - Météo tourmentée.
- III. Preuve d'un manque d'idées. - Commettre un crime.
- IV. Bridées. - Nouvel an vietnamien.
- V. Attaquée en justice.
- VI. Singe aux longs bras. - Certains y invitent des cons !
- VII. Tarabuste. - Modèle de l'amour conjugal.
- VIII. Passe avant nous. - Fait son trou. - Note laconique.
- IX. Poisson plat. - Fait-il encore son beurre ?
- X. Présente ses bêtes au Salon de l'Agriculture.

**VERTICALEMENT.**

- 1. Laisse les détails de côté.
- 2. Qui ne connaît ses tripes ? - Point faible d'Achille.
- 3. Ses prêts sont trop chers. - Initiales de Gambetta.
- 4. Centre d'un calque. - Étreindre.
- 5. Elle est commune au putois et à la fouine.
- 6. Premier repas. - Un verre de vin suisse.
- 7. Plus français que sandows.
- 8. Un plat de pommes de terre suisse. - Possessif.
- 9. Il nous fait des protéines. - D'un rang quelconque.
- 10. Garnies de planchette en bois. - Le rouge et le vert de Rimbaud.
- 11. Se noya en pensant son fils Thésée mort. - Suivent un cours.
- 12. C'est là que le chaton tient la pierre.

# Grilles de sudoku

<i>Facile</i>									<i>Moyen</i>								
	7	4			3							5	2		6		
9		5					7		8			3	6	7			4
8					6		9					6	8		1	2	
	8				4	3	9					5			4		
1		2	3		5	6	4					8		4	6		
5		3	6				2					4				8	
	1		9						6			2	5	9	7		
3		9					2		7			6		4	2	1	
			5			9	8					9	2	6			
<i>Difficile</i>									<i>Expert</i>								
3	1		6			2	4			6	3	9	8				
			7				5			9			2				
8			4			7				4	8	6					
		1							7		9		5		1		
		8	5		6	4				7					6		
2						3				8	3			9			
	7			5					6				7	8		4	
	8				2							2				7	
	9	6			1		3	2				5	9		2	3	

## Rappel des règles

Remplir chaque carré de 9 cases par des chiffres allant de 1 à 9. Aucun de ces chiffres ne doit apparaître deux fois dans la même case, la même ligne ou la même colonne.

## Solution sudoku d'hier

# Solution mots croisés d'hier

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I	K	I	D	N	A	P	P	E	U	S	E	S
II	I	N	O		N	O	I	S	E	T	T	E
III	L	O	R	R	A	I	N	S		A	A	R
IV	O	D	E	U	R	S		E	C	R	I	T
V	M	O	R	S		S	E	N	A	T		I
VI	E	R		T	U	E	R		B	E	C	S
VII	T	E	T	I	N		E	G	A	R	E	S
VIII	R		U	N	I	S	S	O	N		D	U
IX	E	N	T	E	T	E		B	O	X	E	R
X	S	O	U	S	E	N	T	E	N	D	R	E

<i>Facile</i>									<i>Moyen</i>									
1	6	2	3	8	9	7	4	5		9	2	4	3	8	7	6	1	5
7	4	5	6	1	2	9	8	3		8	1	7	5	6	9	4	2	3
9	3	8	4	5	7	2	1	6		6	5	3	2	1	4	8	7	9
4	7	6	1	9	3	5	2	8		5	4	1	9	3	8	2	6	7
5	2	3	8	7	4	1	6	9		7	3	9	4	2	6	1	5	8
8	1	9	2	6	5	4	3	7		2	8	6	7	5	1	3	9	4
2	9	4	5	3	6	8	7	1		1	7	5	6	4	3	9	8	2
6	8	7	9	4	1	3	5	2		3	9	8	1	7	2	5	4	6
3	5	1	7	2	8	6	9	4		4	6	2	8	9	5	7	3	1
<i>Difficile</i>									<i>Expert</i>									
6	8	7	4	5	9	2	1	3		7	8	9	3	4	1	6	5	2
1	2	9	3	8	7	5	6	4		3	5	2	7	6	8	1	4	9
3	5	4	1	6	2	9	7	8		4	6	1	2	9	5	7	8	3
2	4	3	5	7	6	8	9	1		2	1	8	4	5	6	3	9	7
8	9	5	2	4	1	6	3	7		9	3	4	1	7	2	5	6	8
7	1	6	8	9	3	4	2	5		5	7	6	9	8	3	4	2	1
5	6	1	7	2	8	3	4	9		6	9	7	8	3	4	2	1	5
4	7	2	9	3	5	1	8	6		1	4	3	5	2	9	8	7	6
9	3	8	6	1	4	7	5	2		8	2	5	6	1	7	9	3	4

## Le déficit de liquidité bancaire se creuse de 2,3%

Le déficit de la liquidité bancaire s'est creusé durant la semaine précédente de 2,3%, comparativement à son niveau, une semaine auparavant, selon BMCE Capital Global Research (BKGR).

Face à cette situation, la Banque centrale a choisi plutôt de réduire ses avances à 7 jours à 35,87 milliards de dirhams (MMDH), soit une baisse de 8% d'une semaine à l'autre, indique BKGR dans sa dernière lettre monétaire et obligataire, notant que c'est le Trésor qui a comblé ce déficit reprenant sa dynamique des placements qui ont atteint 14 MMDH. Dans ces conditions, l'équilibre entre l'offre et la demande de liquidité s'est maintenu, incluant la stabilité du taux monétaire interbancaire à 1,5%, précise la même source.

Sur le marché primaire, BKGR fait état d'une courbe primaire globalement stable, ajoutant que les variations des taux enregistrées concernent une hausse de la ligne 2 ans de 0,4 point de base à 1,75% et une baisse de la ligne 52 semaines de -0,9 pb à 1,56%, rapporte la MAP.

Pour ce qui est de la courbe secondaire, les deux principales variations consistent en une hausse du taux de la maturité 26 semaines de 1,6 pb à 1,47% et une baisse de celui de la ligne 5 ans de 1 pb à 2,01%.

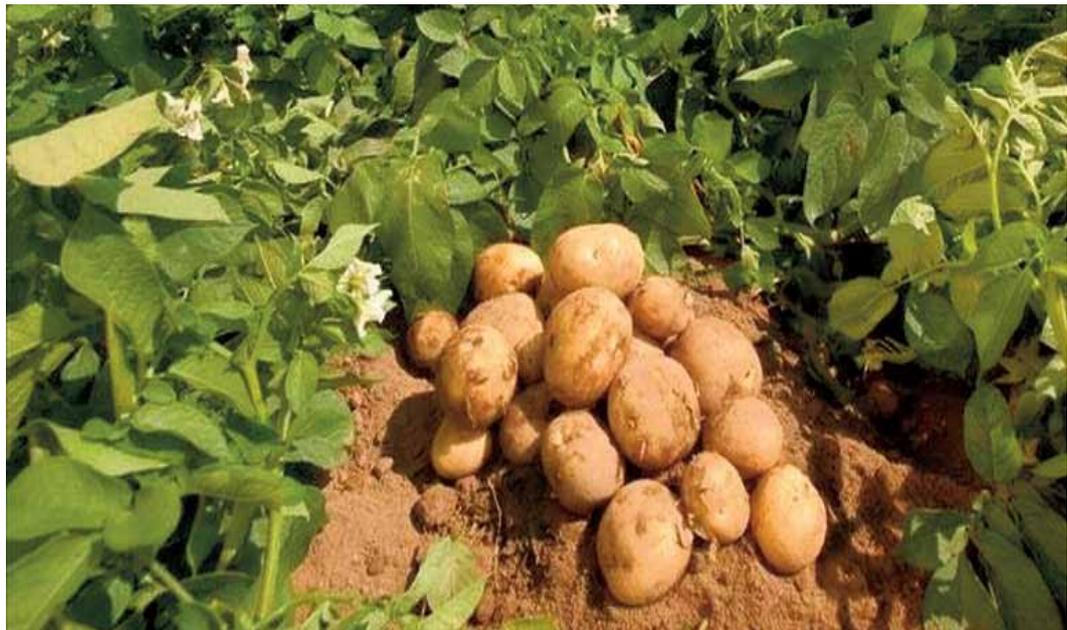
Durant la prochaine période, Bank Al-Maghrib réduira davantage son dispositif monétaire avec l'émission de seulement 31,65 MMDH sous forme d'avances à 7 jours, soit 4,22 MMDH de moins comparativement à une semaine auparavant, estime BKGR.

La stabilité des taux primaires depuis le début de l'année s'est confirmée lors de la dernière adjudication. Cette situation devrait se poursuivre, selon la même source, dans les jours à venir et ce, en lien avec la faible pression sur les finances publiques comme en attestent les placements de l'argentier du Royaume qui ont atteint environ 14 MMDH au cours de la semaine précédente.

Cette position confortable du Trésor devrait s'accroître au terme de ce mois-ci avec le règlement attendu du troisième acompte de l'IS par les sociétés, conclut BKGR.

## Action mondiale pour le développement vert des produits agricoles spéciaux

### *Un pays/Un produit prioritaire*



**D**évelopper des filières vertes et durables en faveur des produits agricoles spéciaux, aider les petits exploitants et les agriculteurs familiaux à tirer parti de tous les avantages offerts par le marché mondial. Tels sont les objectifs visés par l'Action mondiale pour le développement vert des produits agricoles spéciaux: Un pays – un produit prioritaire.

Lancée récemment par l'Or-

ganisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), cette initiative mondiale entend, au bout du compte, « contribuer à la transformation des systèmes agroalimentaires actuels et à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) ».

Comme l'a relevé l'agence onusienne dans un communiqué, les produits agricoles spéciaux sont des produits qui présentent des qualités et des caractéristiques particulières liées à un terroir et à un patrimoine culturel.

Ils « comprennent tous les types de produits agricoles reconnus (ou susceptibles d'être reconnus) comme des produits agricoles nationaux ou locaux symboliques qui n'ont pas pleinement bénéficié de programmes de développement agricole et rural dans la même mesure que les cultures de base les plus courantes (le riz, le blé, le maïs, le soja et la pomme de terre, par exemple) », a-t-elle précisé.

En plus d'offrir aussi un potentiel considérable quant à leur intégration au sein des échanges commerciaux et des marchés aux niveaux local, régional et mondial, la FAO est en outre persuadée qu'ils

peuvent contribuer de manière significative à la sécurité alimentaire, à une bonne alimentation, aux moyens d'existence des agriculteurs et à la croissance économique, tout en protégeant l'environnement et la biodiversité.

Il se trouve qu'aujourd'hui, les approvisionnements alimentaires mondiaux reposent sur seulement quelques cultures et produits, comme le fait remarquer le directeur général de la FAO, Qu Dongyu.

Alors que « la plupart des systèmes agroalimentaires présentent de hauts niveaux d'intrants, exigent une grande quantité de ressources et manquent d'intégration, d'optimisation et d'innovation », a-t-il souligné lors de la cérémonie de lancement soulignant que le but de l'Action mondiale est d'obtenir des résultats importants en faveur de la compétitivité économique, de l'inclusion sociale et du développement durable au niveau national.

Dans son communiqué, l'agence assure que la promotion des produits agricoles spéciaux grâce à l'innovation et au développement vert est au cœur de l'Action mondiale.

Il en va de même pour « l'aide

au développement des petits exploitants et des modèles de production de l'agriculture familiale, lesquels peuvent grandement contribuer à la concrétisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier à la réalisation des ODD 1 (pas de pauvreté) et 2 (faim zéro) », a-t-elle estimé.

Dans sa communication, le directeur général de la FAO a indiqué que « la transformation des systèmes agroalimentaires débute par l'identification d'une culture ou d'un produit particulier, puis ce produit devient un point d'entrée qui permet de mener de nouvelles actions concrètes et d'obtenir des résultats tangibles en faveur d'une meilleure production, d'une meilleure nutrition, d'un meilleur environnement et d'une meilleure vie pour tous, en ne laissant personne de côté ».

Abordant la question du succès de l'Action mondiale, Qu Dongyu a déclaré que tout « dépend du soutien collectif, de l'engagement actif et de la contribution vigoureuse de tous les acteurs concernés, dans toutes les régions du monde et dans tous les secteurs ».

Alain Bouithy



Aider les petits exploitants et les agriculteurs familiaux à tirer parti de tous les avantages offerts par le marché mondial



## SRM améliore son chiffre d'affaires de 9,75% au deuxième trimestre

La Société réalisations mécaniques (SRM) a réalisé un chiffre d'affaires (CA) de plus de 65,9 millions de dirhams (MDH) au 2<sup>ème</sup> trimestre de cette année, en hausse de 9,75% par rapport à la même période un an auparavant.

Cette hausse est expliquée principalement par l'augmentation du CA machines de 6% et du CA pièces de rechange de 37%, ainsi que par le maintien du CA du service après-vente, précise SRM dans un communiqué.

Concernant les divisions, l'augmentation touche essentiellement celle du bâtiment et travaux publics (BTP), au regard de la très forte baisse subie en 2020 à cause de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), relève la même source. La division industrie a connu un retrait de CA principalement expliqué par le retard de livraison du portefeuille commande suite aux perturbations subies par les usines des fabricants de SRM.

S'agissant du résultat d'exploitation, il a enregistré une diminution importante comparé à celui de la même période un an auparavant, passant de +5,05 MDH au T2-2020 à -2,75 MDH au T2-2021. Ce résultat est dû essentiellement à une augmentation des produits d'exploitation de 7,8 MDH et des charges d'exploitations de 15,6 MDH.

Par ailleurs, le total de la trésorerie passive accuse une diminution par rapport à l'exercice précédent, se situant à 3,9 MDH au T2-2021 au lieu de 12,5 MDH au T2-2020. Cette réduction est liée spécialement aux restrictions des lignes de crédit de trésorerie auprès des banques.

## BKGR souligne "l'orientation favorable" de l'économie marocaine

**BMCE** Capital Global Research (BKGR) a mis en exergue dans sa "Strategy" du mois d'août "l'orientation favorable" de l'économie nationale, corroboré notamment par la révision à la hausse des prévisions de crois-

sance pour cette année pour se situer entre 5,5% et 5,8% contre 4% prévu initialement.

Dans sa publication, BKGR indique que cette orientation favorable n'aurait assurément pas été possible "sans la politique monétaire accommodante" menée par la Banque centrale laquelle devrait être maintenue lors du prochain Conseil de Bank Al-Maghrib prévu au cours du mois de septembre.

Au niveau monétaire, BKGR relève que l'inflation continue d'évoluer à un rythme très faible comme en atteste la hausse des prix de +0,4% en août en glissement mensuel, rapporte la MAP.

Néanmoins, une accélération des prix pourrait être observée prochainement par le canal des importations, notamment en provenance de l'Europe qui a enregistré sa plus forte inflation depuis plus de 10 ans (+3%).

La physionomie des échanges extérieurs à fin juillet 2021 confirme ce constat, puisque les

importations ont augmenté de 21% pour atteindre près de 291,8 milliards de dirhams (MMDH), tirées principalement par les achats à l'international des produits finis de consommation et des biens d'équipement en hausse respectivement de 35,3% à 68,1 MMDH et de 13,3% à 69,5 MMDH, ce qui constitue un autre signal que "la machine économique retrouve petit à petit sa dynamique".

S'agissant des exportations, leur niveau a atteint à fin juillet environ 174,4 MMDH, en hausse de 24% comparativement à une année auparavant, ajoute BKGR.

Les expéditions de la branche automobile, pour leur part, ont augmenté de 38% pour avoisiner près de 46,5 MMDH, soutient la même source. La dynamique de la balance des paiements dans sa globalité en 2021 reflète aussi la vigueur des transferts des Marocains résidant à l'étranger (MRE) qui se sont fortement accélérés de 45,6% à 54 MMDH, ce qui s'expliquerait par le comportement

des agents économiques en 2020, année de la crise sanitaire où la consommation a fortement baissé.

Au volet des finances publiques, le déficit budgétaire s'est atténué de -5% à 39,5 MMDH et ce, malgré l'aggravation du déficit ordinaire à -10,4 MMDH après s'être établi à -1,7 MMDH à la même période de l'année précédente.

La hausse de l'excédent des CST qui ont atteint 9,4 MMDH, tiré notamment par les recettes de 3,5 MMDH au titre de la contribution sociale de solidarité instituée par la loi de Finances 2021, serait, en partie, à l'origine de cette évolution, estime BKGR. Pour financer son déficit, l'argentier du Royaume compte toujours sur le marché de la dette intérieure suite à la levée par voie d'adjudication d'environ 86,3 MMDH, ce qui porte l'encours global à 636,9 MMDH, en hausse de +5,4% par rapport à son niveau une année plus tôt au mo-

ment où les taux primaires sont restés quasiment fixés à leur niveau de début d'année.

Dans ces conditions et profitant de la perspective d'un retour à la normale de la capacité bénéficiaire des sociétés cotées (activité commerciale en hausse de +7,2% au cours du deuxième trimestre en glissement trimestriel), l'arbitrage ressort toujours favorable au marché actions dont les indices MASI et MSI 20 ont clôturé le mois d'août sur une performance mensuelle de +3,16% et de +3,13% respectivement, portant ainsi leur performance depuis le début de l'année à +12,5% et à +12,1%, rappelle BKGR.

"Ce positivisme du marché action et le bon profil de l'économie marocaine sont autant d'éléments qui confortent notre conviction de maintenir notre scénario économique central à +4,9% de hausse du PIB pour cette année", indiquent les analystes de BKGR.



**L'inflation continue d'évoluer à un rythme très faible comme en atteste la hausse des prix en août**

## LafargeHolcim Maroc réalise un résultat net en hausse au premier semestre

Le résultat net consolidé de LafargeHolcim Maroc s'est établi à 1,039 milliard de dirhams à fin juin 2021, contre 431 millions de dirhams (MDH) et 965 MDH sur les mêmes périodes en 2020 et 2019.

"Cette progression s'explique principalement par l'impact en 2020 de la crise sanitaire et par la contribution de 500 MDH versée au Fonds spécial pour la gestion de la pandémie de Covid-19 en 2020", indique LafargeHolcim Maroc dans un communiqué financier, publié à l'issue de la réunion de son Conseil d'administration, tenue vendredi.

Le résultat d'exploitation courant s'est chiffré à 1,758 MMDH à fin juin 2021, en augmentation respectivement de 25% et de 6,4% par rapport aux mêmes périodes en 2020 et 2019, rapporte la MAP.

Le chiffre d'affaires consolidé a atteint, quant à lui, 4 MMDH, en hausse de 26% par rapport au S1-2020. Cette évolution favorable s'explique par "la croissance des ventes de ci-

ment et de béton prêt à l'emploi dans un contexte d'amélioration de la situation sanitaire pendant la période", précise LafargeHolcim Maroc. En social, le résultat net de LafargeHolcim Maroc s'est élevé à 1,017 MMDH au 30 juin 2021.

Au volet perspectives, LafargeHolcim Maroc indique anticiper "un maintien des tendances du marché du ciment constatées au premier semestre 2021", faisant savoir que la nouvelle usine d'Agadir-Souss, qui représente un investissement de 3 MMDH, sera opérationnelle avant la fin de cette année.

"Cette cimenterie, équipée des dernières technologies, notamment en matière de protection environnementale, bénéficiera d'une plateforme de valorisation de déchets ménagers suite à la signature en 2021 d'une convention avec les autorités et les parties prenantes locales, en ligne avec les engagements de développement durable de LafargeHolcim Maroc", souligne la même source.



Liste des films admis par le CCM à l'avance sur recettes

## La deuxième session réserve son lot d'anomalies

Fébrilement attendue par l'ensemble des professionnels de l'industrie cinématographique du pays, la liste des projets de films admis à l'avance sur recettes au titre de la deuxième session de 2021 a enfin été dévoilée par le Centre cinématographique marocain (CCM) via sa commission du Fonds d'aide à la production des œuvres cinématographiques.

À la lecture des projets en lice pour l'obtention de ce précieux sésame, et notamment dans la catégorie des documentaires culturels, l'attrait des producteurs et autres réalisateurs pour l'histoire et l'espace sahraoui hassani est prégnant et dessine même une forte tendance. Pour preuve, la Commission a examiné 22 projets candidats à l'avance sur recettes avant production. Parmi lesquels, "Indigo" d'Ali Oualdah, basé sur un scénario d'Ali Salem Yara. Un projet de la société Network Film Agency et qui percevra 800.000,00 dh comme avance sur recettes avant production.

"La dame du sahara", oeuvre présentée par la société Prime-Time.Com.Prod, réalisé et écrit par

Allah-Ister Abdelghafour, bénéficiera lui aussi de 800.000 dh d'aide, à l'instar des documentaires "Le document" et "Mémoire d'une radio". En revanche, "Nissae Al Hassir" que l'on doit à "Atlantis Films", percevra la modique somme de quarante mille dirhams (40.000,00 dh). Beaucoup moins que le million de dirhams accordé au documentaire "Le négrier du sud face à la mémoire des mineurs marocains" réalisé par Khalid Zairi et produit par Zkprod Doc.

Dans la catégorie long métrage, plusieurs producteurs ont décroché le jackpot à l'issue de la deuxième session de la Commission du Fonds d'aide à la production des œuvres cinématographiques. À commencer par le long métrage "Le Chant de Touda". Ce film d'auteur réalisé par Nabil Ayouch et produit par Ali N'Productions, s'est vu accorder un montant exorbitant de cinq millions cinq cent mille dirhams (5.500.000,00 dh) en guise d'avance sur recettes avant production. Soit un million de plus que le film "Affaires de femmes", mis en scène par Mohamed Ahmed Bensouda pour le compte de la

société Les Films 7.

À des années lumières de ces chiffres qui donnent le tournis, deux cent mille dirhams (200.000,00 dh) seront réservés au court métrage "Trahison". Il est tout de même étonnant que cette œuvre, produite par Plug-On Production, réalisée et écrite par Salma Loukhamas, obtienne un tel montant pour un court métrage, alors que plusieurs documentaires n'ont pas eu cette chance. Un constat qui laisse songeur quant aux critères et autres barèmes appliqués par le CCM au moment d'accorder ces aides. D'autant que les anomalies ne manquent pas. Prenons l'exemple des aides à l'écriture et à la réécriture des scénarios. À l'évidence, pour le CCM, réécrire un scénario et le modifier en partie, coûterait plus cher que de commencer à partir d'une page blanche. Ainsi, le long métrage "Je suis mort" recevra une aide à l'écriture de l'ordre de 50.000 dh, alors les scénaristes des films La Cosa Migliore / The Best Reward et La guerre des six mois, jouiront de 100.000 dh chacun comme contribution à la réécriture des scénarios. C'est à ne plus rien com-

prendre.

Mais au-delà de ces anomalies, il est entendu que ces aides sont vitales pour une industrie aux fondations fragiles. Cela dit, ce ne sont pas des solutions long-termistes. Elles n'aident pas les producteurs à apprendre à voler de leurs propres ailes, trouver d'autres ressources financières en développant notamment des outils marketing et de promotion puissants ou encore, produire des œuvres de qualité et attirer de nouveaux investisseurs tout simplement.

Pour l'instant, le Centre cinématographique marocain pare au plus pressé. C'est un peu comme s'il offrait du poisson au lieu d'apprendre aux producteurs à en pêcher. D'une manière, ce système n'aide pas non plus à rehausser la qualité des œuvres, puisque les producteurs ont la fâcheuse tendance à mettre les considérations pécuniaires au premier plan aux dépens de celles artistiques, pendant des tournages où chaque dirham économisé l'est en réalité au détriment des techniciens mais aussi des œuvres elles-mêmes.

Chady Chaabi



## Participation du Maroc au Forum international des narrateurs de Sharjah



La 21e édition du Forum international des narrateurs de Sharjah, prévue du 22 au 30 septembre, connaîtra la participation de 38 pays, dont le Maroc, a annoncé l'Institut de Sharjah pour le patrimoine.

Cette édition qui jette la lumière sur le genre littéraire des fables, sera marquée par de nombreuses rencontres-débats et d'ateliers de formation, avec la participation d'une pléiade d'experts, de chercheurs et d'écrivains, en plus d'une exposition, un panel intellectuel, des événements virtuels et des ateliers dédiés aux enfants.

Du côté marocain, trois entités participent à cette manifestation culturelle, à savoir l'Association Mounia Marrakech pour la renaissance et la préservation du patrimoine marocain, l'Association Rencontres pour l'éducation et les cultures et l'École du conte de Marrakech.

Cette édition verra également la participation d'un certain nombre d'organisations, de centres culturels, d'universités et d'instituts, notamment l'UNESCO, l'ISESCO et l'ALECSO, en plus de plusieurs agences gouvernementales telles que la Fondation d'arts Sharjah, l'Autorité de Sharjah pour l'environnement et les réserves naturelles, le Club du patrimoine des Emirats et l'Académie Fujairah.

Le président de l'Institut de Sharjah pour le patrimoine et président du Comité organisateur, Abdulaziz

Al-Musallam, a souligné que «le forum est devenu une tradition patrimoniale bien établie et un rendez-vous qui se renouvelle chaque année pour rendre hommage à nos conteurs et les porteurs du patrimoine populaire, célébrer leurs connaissances, leur art et leurs expériences, et revenir sur leur parcours et leur riche héritage culturel».

"Il s'agit également de contribuer à la préservation de notre patrimoine ancestral menacé de disparition, à travers son inventaire, sa documentation et sa promotion», a-t-il précisé.

M. Al-Musallam a souligné également, lors d'une conférence de presse, que «l'histoire du Forum international des narrateurs de Sharjah est celle de nombreuses années de travail culturel sérieux, qui a donné au patrimoine culturel et aux personnes qui le véhiculent la place qu'ils méritent».

Cette 21e édition du Forum international des narrateurs de Sharjah célèbre le patrimoine riche du conte arabe et humain en général, un genre littéraire oral qui exprime les défis humains à travers l'imaginaire populaire.

La République du Soudan sera cette année l'invitée d'honneur du forum, représentée par Ahmed Abdel Rahim Nasr, auquel un hommage sera rendu pour ses contributions dans le domaine du patrimoine culturel.

# A Béni Mellal, un programme culturel éclectique pour la rentrée

La Maison de la culture de Béni Mellal a concocté un programme éclectique pour le mois de septembre, sous la supervision de la Direction régionale du ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports (Département de la Culture) et en collaboration avec plusieurs associations et acteurs culturels locaux.

Ce programme, riche et varié, comprend plusieurs activités qui seront organisées tout au long de ce mois, en mode présentiel mais dans le respect total des mesures sanitaires mises en place dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie du nouveau Coronavirus, indique la Maison de la culture de Béni

Mellal. Au menu de cette programmation, qui comprend des activités de divertissement et de formation destinées aux petits comme aux grands, figurent plusieurs expositions et projections de films ainsi que des ateliers de formation pour enfants.

Parmi les moments forts de cette programmation culturelle figurent notamment la projection d'un film sur la thématique de la migration destiné à la tranche d'âge 14-25 ans ainsi qu'une exposition de photographies traitant de l'immigration des jeunes.

Ces deux activités sont organisées en collaboration avec l'Association Progettomondo dans le cadre

du projet "Safe Journey", qui vise notamment à sensibiliser les jeunes aux risques de l'immigration clandestine.

Une exposition d'art plastique, intitulée "Arts et architecture", sera également organisée en collaboration avec l'antenne de l'ordre des architectes dans la région Béni Mellal-Khénifra.

Il sera également procédé à la projection du film amazigh "Marabout", du réalisateur Mohamed Atik.

Le programme prévoit également des ateliers de formation au profit des enfants en expression corporelle, en dessin, ou encore en informatique et traitement de textes.



## Bouillon de culture

### Concours



La phase finale d'un concours de création éducative et artistique, dédié aux enfants et orphelins des fonctionnaires de la Sûreté nationale, a été organisée samedi à Rabat.

Initiée par la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales des fonctionnaires de la Sûreté nationale, cette phase finale connaît la participation de 24 jeunes âgés de 9 à 14 ans, dans quatre catégories, à savoir psalmodie du Saint Coran, musique et chant, théâtre et peinture.

Cette finale est l'aboutissement d'éliminatoires régionales marquées par la participation de 315 enfants, du 4 au 19 août.

Selon les organisateurs, ce concours vise à offrir à ces jeunes un espace pour dévoiler et affûter leurs talents, en tant qu'alternative aux colonies de vacances qui n'ont pas pu avoir lieu en raison de la pandémie de Covid-19.

"A travers ce concours, nous aspirons à promouvoir la créativité parmi les enfants des fonctionnaires de la Sûreté nationale, à dévoiler leurs talents et œuvrer à les développer dans l'avenir", affirme dans ce sens Mustapha Ouissaaden, chef du service socio-pédagogique à la fondation.

Les participants ont fait montre de talents exceptionnels tout au long de ce concours et les meilleurs 24 se sont qualifiés pour la finale, soit six dans chaque catégorie, s'est-il félicité dans une déclaration à M24, la chaîne d'information en continu de la MAP. Les participants, en éliminatoires et en phase finale, ont été notés par des jurys spécialisés composés de cadres du ministère de la Culture et du ministère des Habous et des Affaires islamiques, en plus d'encadrants relevant de la Fondation.

# Les principaux prix décernés au Festival de Venise



La star espagnole Penélope Cruz a remporté, samedi soir au Festival de Venise, le prix de la meilleure interprétation féminine pour son rôle dans "Madres Paralelas", sa nouvelle collaboration avec son compatriote Pedro Almodovar.

"Merci Pedro, tu as créé une magie, je t'adore", a-t-elle réagi en recevant son prix. Elle a aussi dédié son prix à Pilar Bardem, la mère de son mari l'acteur Javier Bardem, décédée en juillet. Almodovar lui avait déjà permis d'être récompensée par le prix d'interprétation à Cannes pour "Volver".

Film qui a ouvert la 78e Mostra, "Madres Paralelas" est construit sur le parcours croisé de deux femmes qui accouchent le même jour dans la même maternité, et Penélope Cruz incarne une photographe quadragénaire qui tombe enceinte d'un ami archéologue et marié, qui lui a promis de l'aider à retrouver la sépulture de son arrière grand-père, disparu aux débuts de la guerre civile espagnole.

Un rôle sur mesure pour l'actrice de 47 ans, née en 1974 dans une famille modeste de la banlieue de Madrid.

Pour sa part, l'acteur philippin John Arcilla, star dans son pays pour avoir interprété un des héros nationaux, a remporté samedi le prix d'interprétation masculine au Festival de Venise.

"Mille grazie, mille grazie", a-t-il réagi en italien, l'acteur de 55 ans, récompensé pour son rôle de journaliste confronté aux fake news et à la corruption dans "On the Job: The Missing 8", un film fleuve d'Erik Matti de trois heures et demie. "Je suis l'acteur le plus heureux du monde ce soir, car je sais que nous venons de différents pays, de différentes cultures, mais ce soir nous nous comprenons tous grâce au cinéma", a-t-il dit.

Ce film est une suite de "On the job" (2013), toujours du réalisateur Erik Matti, qui avait remporté un immense succès aux Philippines en racontant comment le gouvernement avait utilisé des détenus pour commettre des assassinats.

Peu connu à l'international, John Arcilla a remporté de nombreux prix dans son pays à la télévision et au cinéma. Il est surtout connu pour le biopic "General Luna" (2015) sur un chef militaire légendaire du 19ème siècle, Antonio Luna.



Covid-19

## Vaccins et infections naturelles, un équilibre à trouver

Jusqu'où compter sur les vaccins pour circonscrire l'épidémie de Covid-19 ? Même si leur efficacité diminue contre les contaminations, des médecins rappellent que leur rôle reste indispensable. Mais, à long terme, une question se pose : la place à laisser à l'immunité naturelle. "On sait à présent que la vaccination ne permettra pas d'éradiquer le SARS-CoV-2", le coronavirus provoquant la Covid-19, a reconnu mercredi, dans un communiqué, l'Académie de médecine, l'instance censée porter le discours de la discipline en France.

Depuis plusieurs semaines, les données s'accumulent pour témoigner d'une moindre efficacité des vaccins face au variant Delta du SARS-CoV-2, nettement plus contagieux. Des vaccinés ont, en proportion non négligeable, été infectés par le virus, même s'ils restent très bien protégés contre les formes graves. Il devient donc difficile d'envisager l'immunité collective, c'est-à-dire un seuil suffisant de personnes immunisées pour que l'épidémie ne progresse plus. Pour autant, l'Académie de médecine appelle à "ne pas renoncer" à cette immunité collective. Car une nuance de taille est souvent mal comprise.

L'immunité collective ne revient pas à faire disparaître complètement le virus. L'objectif, c'est que le nombre de contaminations reste stable au fil du

temps ou, du moins, ne connaisse que des fluctuations régulières au fil des saisons. Et c'est la vaccination du plus grand nombre qui permet d'accélérer cette évolution "vers un profil d'infection banale à recrudescence saisonnière", selon l'Académie.

Pour cela, le rôle initial des vaccins ne fait quasiment aucun débat au sein de la communauté scientifique. Mais, au-delà, il est moins évident de trancher la question de la stratégie des années à venir. Doit-on tout miser sur les vaccins et multiplier les rappels pour compenser leur perte d'efficacité ? "L'objectif, ce n'est pas de continuer à devoir vacciner pour l'éternité", a nuancé début septembre le virologue allemand Christian Drosten, sur la chaîne NDR.

Selon lui, pas de doute, il faut actuellement vacciner le plus de personnes possibles, afin d'éviter qu'une première rencontre avec le virus se traduise par une forme grave de la maladie. Mais, par la suite, on pourra laisser des infections se produire en grand nombre parmi la population, du moins quand les personnes ne sont pas à risque.

Chez des individus déjà vaccinés, ces contaminations auront peu de risque d'être dangereuses, selon le virologue, qui table ainsi sur une immunité globale construite par briques successives (vaccin et infection naturelle).

M. Drosten, qui exprime là



une position personnelle, se base sur une notion cruciale, celle qu'une infection par le virus permet d'être immunisé plus longtemps et plus efficacement que si l'on a été vacciné.

Fin août, une étude rétrospective menée sur plusieurs centaines de milliers de personnes en Israël - pays particulièrement en avance pour la vaccination - concluait que les contaminations étaient nettement plus fréquentes chez les personnes vaccinées que chez celles ayant déjà été infectées par le virus.

Ces données - à prendre avec

précaution car non encore évaluées de façon indépendante - ne doivent toutefois pas laisser croire qu'il vaut mieux se laisser infecter au lieu de se faire vacciner. Certains chercheurs, soucieux d'éviter des interprétations défavorables à la vaccination, soulignent donc qu'on est encore loin de pouvoir élaborer une stratégie laissant sa place à l'immunité naturelle. "C'est une situation qui pourrait arriver mais qui n'est pas encore pour tout de suite", nuance auprès de l'AFP Jean-Claude Manuguerra, virologue à l'institut Pasteur. "On a quand

même encore beaucoup de personnes qui ne sont pas vaccinées dans le monde." Il ne rejette pas pour autant le bien-fondé de cette stratégie, à condition de veiller à continuer à vacciner de manière ciblée les personnes les plus à risque.

Autre élément à surveiller pour M. Manuguerra : la circulation du coronavirus chez les enfants qui, trop jeunes pour avoir été vaccinés, peuvent constituer un "gros terrain de jeu pour le virus" même s'ils n'ont qu'un risque infime de développer eux-mêmes des formes graves.

## Les républicains vent debout contre la vaccination obligatoire décrétée par Biden

Au pays des libertés individuelles, l'annonce par Joe Biden que la vaccination anti-Covid-19 sera bientôt obligatoire pour les deux tiers des travailleurs américains suscite un tollé chez les républicains, qui comptent lancer des poursuites contre le gouvernement démocrate. "Ça ressemble fort à une dictature", ont réagi les républicains de la Chambre des représentants, alors même que le président des Etats-Unis prononçait encore ses discours jeudi.

Le président démocrate tonnait alors : "Nous avons été patients, mais notre patience atteint ses limites. "Après des mois passés à tenter de convaincre les Américains de se faire

vacciner, parfois avec des récompenses à l'appui, le septuagénaire a adopté un ton nettement différent pour annoncer sa nouvelle "stratégie" : rendre la vaccination obligatoire pour quelque 100 millions d'Américains. "Nous avons tous dû payer votre refus", a-t-il dénoncé, en direction des 80 millions d'Américains encore non vaccinés, soit 25% de la population.

Vendredi, l'avalanche de réactions outrées de la part de conservateurs qui en appelaient à la "liberté" se déversait encore, accompagnées de menaces de poursuites. Une "attaque contre les entreprises privées" et "un coup de force", a réagi le gouverneur républicain du Texas, Greg Abbott, en annonçant qu'il avait signé un dé-

cret "protégeant le droit des Texans à choisir de se faire vacciner contre la Covid".

"Rendez-vous devant les tribunaux", a lancé la gouverneure conservatrice du Dakota du Sud à Joe Biden. Le parti républicain "poursuivra cette administration pour protéger les Américains et leurs libertés", a renchéri sa présidente, Ronna McDaniel.

Comme elle, beaucoup de républicains se disent en faveur du vaccin, mais contre son obligation. D'autres sont vaccino-sceptiques. Le nouveau ton défiant, outre, du président a jeté de l'huile sur le feu des réactions indignées. Ce "n'est pas comme cela que les Américains s'attendent à ce que

leurs élus leur parlent", a lancé l'ancien vice-président de Donald Trump, Mike Pence, sur Fox News vendredi. Alimentée depuis l'été par le variant Delta, la pandémie a déjà fait 650.000 morts aux Etats-Unis.

Face à cette résurgence, le président a signé jeudi un décret qui obligera les fonctionnaires de l'exécutif à se faire vacciner dans les prochaines semaines, sans possibilité de recourir à des tests réguliers. Cet ordre concerne également les salariés de sous-traitants, le personnel de maisons de retraite et les écoles qui dépendent du gouvernement fédéral. Plus polémique encore dans ce pays où le pouvoir central est perçu avec méfiance par les conservateurs, le dé-

cret contourne le pouvoir législatif et l'autorité des Etats sur les questions sanitaires, et s'applique aussi au secteur privé. Les employés de entreprises de plus de 100 salariés auront désormais l'obligation de se faire vacciner ou d'effectuer un test de dépistage hebdomadaire.

A tous ceux qui s'indignent, les démocrates et défenseurs de cette décision rétorquent que d'autres vaccins sont déjà obligatoires aux Etats-Unis. Ils citent aussi la jurisprudence et des décisions de la Cour suprême, dont une datant de 1905 qui avait tranché contre un Américain refusant de se faire vacciner contre la variole. Mais cette décision s'appliquait au pouvoir d'un Etat, et non au pouvoir fédéral.

# A l'aéroport de Kaboul, les "dernières femmes" retravaillent malgré la peur

**P**rès d'un mois après la prise du pouvoir par les talibans en Afghanistan, Rabia, 35 ans, a pris une décision difficile: surmonter sa peur des nouveaux maîtres du pays et retourner travailler à l'aéroport de Kaboul. Cette mère de trois enfants, maquillée et vêtue d'un costume bleu est bien consciente du danger depuis l'attentat suicide devant l'aéroport le 26 août, lors des chaotiques évacuations des étrangers et Afghans fuyant le nouveau pouvoir. Mais elle affirme n'avoir pas d'autre choix. "J'ai besoin d'argent pour subvenir aux besoins de ma famille", explique-t-elle à l'AFP.

Depuis 2010, elle travaille au terminal pour le GAAC, une compagnie basée aux Emirats arabes unis chargée des services d'assistance et de la gestion de la sécurité. "J'étais stressée à la maison, j'avais peur, je ne pouvais pas parler", poursuit-elle. "Je me sentais très mal. Désormais je me sens mieux".

Les femmes employées à l'aéroport avant la prise du pouvoir des talibans le 15 août font partie des rares Afghanes à avoir été autorisées par les islamistes à retourner au travail. Mais sur les plus de 80 employées de l'aéroport de Kaboul, seules 12, dont Rabia, ont jusqu'ici accepté d'y retourner.

Samedi, six d'entre elles discutaient et plaisantaient à l'entrée principale de l'aéroport, en attendant de contrôler des passagères voyageant sur les rares vols domestiques. Qoudssiya Jamal, la sœur de Rabia, raconte avoir été "choquée" par le retour au pouvoir des talibans. "J'ai eu très



peur", dit à l'AFP cette mère de cinq enfants.

A 49 ans, elle subvient seule aux besoins de son foyer. "Ma famille avait peur pour moi, ils m'ont dit de ne pas retourner (au travail), mais je suis heureuse maintenant. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de problèmes".

Les talibans se sont engagés à respecter les droits des femmes, bafoués lors de leur premier passage au pouvoir de 1996 à 2001. Ils ont fait un pas en avant en autorisant cette semaine les femmes à continuer à étudier à l'université, ce qu'ils

leur interdisaient auparavant. Mais en stipulant que les étudiantes devraient porter une abaya noire, assortie d'un niqab couvrant le visage à l'exception des yeux, et étudier dans des classes non mixtes, ou séparés des hommes par un rideau. Mais ces promesses peinent à convaincre, à l'étranger notamment.

Les talibans assurent "que les droits des femmes seront respectés dans le cadre de l'islam, mais chaque jour nous recevons des rapports faisant état de reculs", a ainsi déclaré mercredi Alison Davidian, la représentante ad-

jointe en Afghanistan de l'entité onusienne ONU Femmes.

A l'aéroport, qui attend la prochaine reprise des vols commerciaux, Rabia affirme qu'elle continuera à travailler jusqu'à ce qu'elle soit forcée à s'arrêter.

Le nouveau régime des talibans a indiqué que les femmes seraient autorisées à travailler "conformément aux principes de l'islam", sans expliquer ce que cela signifiait exactement. "Mon rêve est d'être la femme la plus riche d'Afghanistan. Je pense que je suis toujours la plus chanceuse (...) Je ferai ce que j'aime jusqu'à

ce que la chance ne soit plus de mon côté", assure-t-elle. Sa collègue Zala a un rêve complètement différent.

Cette jeune femme de 30 ans, qui prenait des leçons de français dans un institut à Kaboul, a dû y renoncer et est restée chez elle pendant trois semaines après la prise du pouvoir par les talibans. "Bonjour, emmenez-moi à Paris", lance-t-elle dans un français hésitant, devant ses collègues qui éclatent de rire. "Mais pas aujourd'hui. Aujourd'hui, je suis l'une des dernières femmes (à travailler) à l'aéroport".

## Au Yémen, la paix encore loin après sept ans de guerre

**S**ept années de conflit: depuis que les rebelles houthis ont pris en septembre 2014 le contrôle de Sanaa, la capitale du Yémen, ce pays pauvre de la péninsule arabique est plongé dans une guerre qui semble sans fin. Le conflit entre les rebelles et les forces progouvernementales a provoqué, selon l'ONU, la pire crise humanitaire au monde, avec une population au bord de la famine. Malgré de nombreux efforts diplomatiques, les combats n'ont pas cessé. Partis de leur fief de Saada, dans le nord du pays, les rebelles houthis, soutenus par l'Iran, ont déferlé à l'été 2014 sur Sanaa, qu'ils ont prise en septembre de la même année. Au-delà de la capitale, les rebelles ont ravi la majeure partie du nord du Yémen, un pays d'environ 30 mil-

lions d'habitants.

En mars 2015, une coalition dirigée par l'Arabie Saoudite est venue au secours des forces gouvernementales, et les combats ont gagné en intensité.

Les rebelles contrôlent aujourd'hui des territoires où vivent plus de 20 millions de personnes, selon Peter Salisbury, analyste au International Crisis Group. Selon des analystes, la balance a basculé en faveur des rebelles alors que les forces progouvernementales, bien que soutenues par la coalition, ont été incapables de remporter des victoires décisives.

"Au bout de sept ans, nous assistons à un grand changement dans l'équilibre des forces, avec un camp anti-Houthi fragmenté", fait remarquer à l'AFP Maged al-Madhaji, di-

recteur du Centre d'études stratégiques de Sanaa. Les forces du gouvernement se sont alliées aux séparatistes du Sud face aux Houthis, mais ces frères d'armes se livrent en même temps une bataille politique et parfois militaire pour le contrôle de cette région, qui fut un temps indépendante.

Par ailleurs, malgré des pertes importantes ces derniers mois, les Houthis ont lancé en février une campagne pour arracher la ville de Marib, dernier bastion gouvernemental dans le nord du pays. Le contrôle de cette région riche en pétrole a ravivé l'intensité du conflit.

Pour Maged al-Madhaji, l'ONU doit en priorité parvenir à un cessez-le-feu à Marib, où des centaines de combattants ont été tués. "Tant que la bataille pour Marib continue,

les combats se poursuivront partout dans le pays", estime-t-il. Mais les efforts de l'ONU ces dernières années pour faire cesser les combats ont été vains.

En juin dernier, l'émissaire de l'ONU au Yémen Martin Griffiths avait ainsi dressé un constat d'échec au terme d'une mission de trois ans. Pour Elisabeth Kendall, chercheuse à l'université d'Oxford, le défi principal de son successeur Hans Grundberg sera d'obtenir un cessez-le-feu "que les Houthis pourront accepter afin que le processus de paix puisse débiter".

De leur côté, les Houthis exigent, avant tout cessez-le-feu ou négociations, que la coalition, qui impose un blocus aérien, autorise la réouverture de l'aéroport de Sanaa. Lors des dernières discussions de

paix en Suède en 2018, les deux parties avaient convenu d'un échange de prisonniers et avaient trouvé un compromis pour la gestion du port de Hodeida, principal point d'entrée de l'aide humanitaire au Yémen.

Fin 2020, plus de 1.000 prisonniers de guerre ont été libérés lors d'un vaste échange entre rebelles et pouvoir. Mais l'accord sur Hodeida, aux mains des rebelles, ne s'est toujours pas matérialisé. "Sans effort considérable au niveau local, aucun accord de paix conclu au niveau international ne pourra tenir", souligne Elisabeth Kendall. "Tant qu'une partie se sent plus forte que l'autre, la situation se détériorera davantage cette année et la prochaine. Et normalement, la partie la plus forte n'est pas celle qui opte pour la paix", observe Maged al-Madhaji.

# Un homme se tue en s'immolant par le feu en plein Tunis



Un homme a succombé à ses blessures samedi après s'être immolé par le feu en plein centre-ville de Tunis, un geste qui rappelle celui du travailleur précaire tunisien qui fut le déclencheur de la révolution de 2011.

Un homme de 35 ans "s'est immolé par le feu sur l'avenue Habib Bourguiba, il a des brûlures au troisième degré et on l'a transféré rapidement à l'hôpital pour grands brûlés", avait indiqué la Protection civile à l'AFP.

En soirée, les médias locaux dont la télévision d'Etat ont indiqué que l'homme avait succombé

aux nombreuses blessures subies, précisant que les motivations de son acte n'étaient pas connues.

Le porte-parole de la Protection civile, Moez Tria, avait précédemment indiqué qu'il souffrait de "brûlures sur tout le corps". Il avait été transporté pour grands brûlés à l'hôpital de Ben Arous, à Tunis.

Selon un témoin interrogé par l'AFP sous couvert d'anonymat, l'homme est arrivé en début d'après-midi sur l'avenue qui traverse le centre de Tunis, accompagné d'un autre, plus jeune. Ils ont tenté d'attirer l'attention de journalistes qui se trouvaient là et

le plus âgé a ensuite sorti une bouteille remplie d'un produit inflammable, s'en est aspergé et y a mis le feu avec un briquet, selon ce témoin.

Des passants ont tenté de s'emparer du briquet mais l'homme s'est mis à courir au milieu des terrasses de cafés très fréquentés. Il a été secouru par des personnes qui ont essayé d'éteindre le feu avec les moyens du bord, avant l'intervention des pompiers.

Ce geste fait écho à celui de Mohamed Bouazizi, le vendeur ambulant de 26 ans qui s'était immolé par le feu le 17 décembre

2010, déclenchant la révolution tunisienne ayant mis fin au règne du président Zine el Abidine Ben Ali, coup d'envoi aux révoltes des Printemps arabe dans d'autres pays de la région.

Samedi dernier, Neji Hefiane, un jeune homme de 26 ans blessé lors de la Révolution de 2011, est mort après s'être immolé par le feu deux jours plus tôt sous les yeux de sa famille dans une banlieue populaire de Tunis, a annoncé à l'AFP sa famille lundi. Sans travail, il avait en théorie droit à une indemnisation et divers avantages en tant que "blessé" de la révolution.

## Deux soldats turcs tués dans une attaque en Syrie

Deux soldats turcs ont été tués et trois autres blessés dans une attaque dans la région d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, a annoncé samedi le ministère turc de la Défense.

Une attaque a visé "une unité de retour d'une patrouille" dans la région d'Idlib, faisant deux morts et trois blessés, a affirmé le ministère. Les circonstances de l'attaque n'ont pas été précisées par le ministère. Mais selon un journaliste de l'AFP sur place, les soldats turcs ont été tués et blessés lors de l'explosion d'une bombe sur la route Idlib-Benish.

Offrant ses condoléances aux familles des soldats tués, le porte-parole de la présidence turque Ibrahim Kalin a réagi sur Twitter, affirmant: "Aucun de nos martyrs ne restera invengé". "Nos compagnons ont été tués dans une vilaine et infâme attaque. Le sang versé par nos martyrs n'est jamais resté impuni et ne le sera pas cette fois-ci", a de son côté affirmé le ministre turc de la Défense Hulusi Akar.

Accompagné du chef de l'Etat major et d'autres généraux, M. Akar a rendu visite aux soldats blessés qui ont été transférés dans un hôpital à Hatay, dans le sud de la Turquie. La province d'Idlib abrite le dernier grand bastion jihadiste et rebelle du nord-ouest de la Syrie.

Après plusieurs offensives successives des forces gouvernementales, ces territoires jouissent d'un cessez-le-feu négocié avec le régime syrien, mais certains groupuscules refusent cet accord. Cette trêve, négociée par la Turquie voisine -- qui soutient des rebelles syriens -- et la Russie, alliée du régime, est en vigueur depuis mars 2020, malgré des affrontements sporadiques.

## Nouvelle mobilisation contre le pass sanitaire en France

### Les soignants en pointe

Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé samedi, pour la neuvième semaine consécutive, dans de nombreuses villes de France pour dénoncer le pass sanitaire, à la veille de l'entrée en vigueur de l'obligation vaccinale pour les professions de santé.

A Lille (nord), Clermont-Ferrand (centre) ou Paris, aides-soignants, infirmières ou kinésithérapeutes sont venus grossir les rangs des cortèges pour dénoncer cette mesure qui leur sera imposée à partir de mercredi prochain, sous peine d'être

suspendus.

"On est au pied du mur. Le 15 septembre, des collègues et moi allons être suspendus sans salaire. Le système de santé n'avait pas besoin de ça", désespère Corinne, aide-soignante depuis 30 ans, venue de l'est de la France pour manifester à Paris.

Dans le défilé de Bordeaux (sud-ouest), sa collègue Maria, 50 ans, dénonce "un diktat" des autorités. "On nous menace de stopper nos salaires si on n'est pas vaccinés", enrage-t-elle, "c'est une totale injustice".

Après trois week-ends de

baisse, les autorités elles-mêmes ont prédit un sursaut de la mobilisation, coalition hétérogène d'antivax, de "gilets jaunes", de militants d'extrême droite ou, plus généralement, de personnes opposées au gouvernement.

Environ 170.000 protestataires étaient attendus dans toute la France, dont 30.000 à Paris, a précisé une source policière à l'AFP. Le ministère de l'Intérieur avait compté 140.000 manifestants samedi dernier et 165.000 la semaine précédente. Ce samedi, selon les préfetures, ils étaient 1.200 à Strasbourg, 1.700 à

Rennes et à Vannes, plus de 2.000 à Lyon, 3.000 à Montpellier ou Nice, 2.500 à Toulon et à peu près autant à Bordeaux.

A Paris, la manifestation des "Patriotes" menée par Florian Philippot, ex-numéro 2 de Marine Le Pen à la pointe du combat contre le pass, a réuni quelques milliers de personnes au Trocadéro, a constaté un journaliste de l'AFP.

Des intervenants ont qualifié le vaccin et le pass sanitaire de "barbarie", facteur de "ségrégation" ou d'"apartheid". Quelques incidents ont été signalés à Paris

à la mi-journée autour des Champs-Élysées, où les forces de l'ordre ont tiré des grenades lacrymogènes. Plusieurs personnes ont été interpellées, selon une source policière. D'autres échauffourées ont opposé des "gilets jaunes" et la police dans l'après-midi.

Obligatoire depuis le 21 juillet dans les lieux accueillant plus de 50 personnes, le pass sanitaire a été étendu à l'accès aux hôpitaux, sauf urgences, aux bars, aux grands centres commerciaux et aux 1,8 million de salariés au contact du public.



**CONSTITUTION D'UNE SARL**

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 25/08/2021 à Casablanca, il a été établi les Statuts d'une SARL A.U dont les caractéristiques sont les suivantes :  
**DENOMINATION :** «HARIF DROGUERIE» SARL.  
**OBJET :** Marchand de droguerie.  
**SIÈGE SOCIAL :** LOT AGDAL, IMMEUBLE 188, N° 6, REZ DE CHAUSSEE, SIDI MOUMEN, CASABLANCA.  
**DURÉE :** 99 Année, à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce.  
**CAPITAL SOCIAL :** Est fixé à 100.000,00 DHS, divisé en 1000 Parts Sociales de 100,00 DHS chacune libérées en espèce et réparties comme suit :  
 • MR. ABDELKEBIR HARIF : 95.000,00 DHS  
 • MR. REDOUANE HARIF : 5.000,00 DHS  
**TOTAL :** 100.000,00 DHS  
**ANNEE SOCIALE :** Commence le 1er Janvier et finit le 31 Décembre de chaque année.  
**GERANCE :** La société est gérée par ABDELKEBIR HARIF pour une durée illimitée.  
**DEPOT LEGAL :** Le dépôt légal a été effectué au secrétariat greffe du tribunal de commerce de Casablanca Le 08/09/2021 sous le N° 792051 et la société a été immatriculée au registre de commerce sous le numéro : 515291.  
 Pour Extrait et Mention LA GERANCE  
**N° 7751/PA**

**CONSTITUTION D'UNE SARL AU**

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 30/08/2021 à Casablanca, il a été établi les Statuts d'une SARL A.U dont les caractéristiques sont les suivantes :  
**DENOMINATION :** «DROGUERIE AGRO » SARL A.U.  
**OBJET :** Marchand de droguerie.  
**SIÈGE SOCIAL :** 5, RESIDENCE NADIA, BOULEVARD MOHAMED BALAFREJ, HAY HOUDA, SIDI MOUMEN, CASABLANCA.  
**DURÉE :** 99 Année, à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce.  
**CAPITAL SOCIAL :** Est fixé à 100.000,00 DHS, divisé en 1000 Parts Sociales de 100,00 DHS chacune libérées en espèce et réparties comme suit :  
 • MR. ALI EL OUAAD : 1.000 PARTS SOCIALES  
**SOIT AU TOTAL :** 1.000 PARTS SOCIALES  
**ANNEE SOCIALE :** Commence le 1er Janvier et finit le 31 Décembre de chaque année.  
**GERANCE :** La société est gérée par MR. ALI EL OUAAD pour une durée illimitée.  
**DEPOT LEGAL :** Le dépôt légal a été effectué au secrétariat greffe du tribunal de commerce de Casablanca Le 08/09/2021 sous le N° 792052 et la société a été immatriculée au registre de commerce sous le numéro : 515293.  
 Pour Extrait et Mention LA GERANCE  
**N° 7752/PA**

**ROYAUME DU MAROC MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE MARITIME DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS**

**INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE CENTRE REGIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE D'AGADIR**  
**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT**  
**N°08/2021/CRRAGD**  
 Réservé aux petites et moyennes entreprises nationales, aux coopératives ou une union de coopératives et aux auto-entrepreneurs  
 Le 05/10/2021 à 10 heures, il sera procédé, dans la salle des réunions au siège de l'Institut National de la Recherche Agronomique, sis à Avenue de la Victoire à Rabat, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert, sur offres de prix pour la réalisation des travaux d'aménagement de la clôture du Domaine Expérimental Melk Zhar relevant du Centre Régional de la Recherche Agronomique d'Agadir, en lot unique.  
 Le dossier d'appel d'offres ouvert peut être téléchargé à partir du portail des marchés publics <http://www.marchespublics.gov.ma>  
 Le cautionnement provisoire est fixé à : Quinze Mille Dirhams (15 000,00) ;  
 L'estimation des coûts des prestations établies par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : Cinq Cent trente-quatre mille six cent Dirhams Zéro Centimes (534 600,00 DH TTC)  
 Toutes Taxes Comprises.  
 Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.  
 Les concurrents peuvent :  
 - Soit déposer, contre récépissé, leurs plis dans le bureau du Service des marchés relevant de l'Institut National de la Recherche Agronomique, sis à Avenue de la victoire à Rabat ;  
 - soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;  
 - soit les déposer par voie électronique au portail des marchés publics : [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma) ;  
 - soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.  
 Il est signalé que le présent appel d'offres est réservé aux petites et moyennes entreprises nationales, coopératives, unions des coopératives et auto-entrepreneurs.  
 En application des dispositions :  
 -De l'article 6 de l'arrêté n° 3011.13 du 24 hija 1434 (30 Octobre 2013), du Ministre de l'Economie et des Finances, pris pour l'application de l'article 156 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013);  
 -Des articles 25 et 156 du

décret n°2-12-349 tels qu'ils ont été modifiés et complétés par le décret n°2-19-69 du 18 Ramadan 1440 (24/05/2019).  
 Les concurrents sont invités à fournir les pièces prévues par l'article 4 de l'arrêté précité, par l'article 25 du décret n°2-12-349 tel qu'il a été modifié et complété et à l'article 9 du règlement de consultation.  
**N° 7753/PA**

**ROYAUME DU MAROC MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE MARITIME DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS**

**INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE CENTRE REGIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE D'AGADIR**  
**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT**  
**N°09/2021/CRRAGD**  
 Réservé aux petites et moyennes entreprises nationales, aux coopératives ou une union de coopératives et aux auto-entrepreneurs  
 Le 05/10/2021 à 11 heures, il sera procédé, dans la salle des réunions au siège de l'Institut National de la Recherche Agronomique, sis à Avenue de la Victoire à Rabat, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert, sur offres de prix pour la réalisation des travaux de construction de serres pour le Centre Régional de la Recherche Agronomique d'Agadir, en lot unique.  
 Le dossier d'appel d'offres ouvert peut être téléchargé à partir du portail des marchés publics <http://www.marchespublics.gov.ma>  
 Le cautionnement provisoire est fixé à : Vingt Mille Dirhams (20 000,00) ;  
 L'estimation des coûts des prestations établies par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : Sept Cent quatre-vingt-quinze mille Dirhams Zéro Centimes (795 000,00 DH TTC)  
 Toutes Taxes Comprises.  
 Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.  
 Les concurrents peuvent :  
 - Soit déposer, contre récépissé, leurs plis dans le bureau du Service des marchés relevant de l'Institut National de la Recherche Agronomique, sis à Avenue de la victoire à Rabat ;  
 - soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;  
 - soit les déposer par voie électronique au portail des marchés publics : [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma) ;  
 - soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.  
 Il est signalé que le présent appel d'offres est réservé aux petites et moyennes entreprises nationales, coopératives, unions des coopératives et auto-entrepreneurs.

**En application des dispositions :**

-De l'article 6 de l'arrêté n° 3011.13 du 24 hija 1434 (30 Octobre 2013), du Ministre de l'Economie et des Finances, pris pour l'application de l'article 156 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013);  
 -Des articles 25 et 156 du décret n°2-12-349 tels qu'ils ont été modifiés et complétés par le décret n°2-19-69 du 18 Ramadan 1440 (24/05/2019).  
 Les concurrents sont invités à fournir les pièces prévues par l'article 4 de l'arrêté précité, par l'article 25 du décret n°2-12-349 tel qu'il a été modifié et complété et à l'article 9 du règlement de consultation.  
**N° 7754/PA**

**OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)**  
 Branche Eau  
**DIRECTION REGIONALE DU TENSIFT AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT**  
**N°62/DR2/2021**  
 La Direction Régionale du Tensift de l'ONEE-Branche Eau, sise à Marrakech, lance le présent appel d'offres qui concerne : ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE SUIVI ET LE CONTRÔLE DES TRAVAUX DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT URBANISTIQUES ET TOURISTIQUES RELEVANT DE LA DIRECTION RÉ-

**GIONALE DE L'ONEE/BO DU TENSIFT (DR2)**

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation.  
 L'estimation du coût des prestations s'élève à 4 500 600,00 DH TTC.  
 Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 45 100,00 DH.  
 Le dossier de consultation est consultable et téléchargeable sur le portail des marchés publics à l'adresse : <https://www.marchespublics.gov.ma/>.  
 Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à l'adresse suivante :  
 - Bureau Achats de la Direction Régionale du Tensift de l'ONEE – Branche Eau, Boulevard Mohamed V- Angle Rue Badr, Gueliz-Marrakech. Tél : 05 24 43 93 46 - 05 24 42 07 31 Fax: 05 24 43 91 09.  
 Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux candidats.  
 Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :  
 - soit déposés contre récépissé au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Tensift de l'ONEE – Branche Eau, Boulevard Mohamed V- Angle Rue Badr, Gueliz-Marrakech, avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.  
 - soit envoyés par courrier

**recommandé avec accusé de réception au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Tensift de l'ONEE – Branche Eau, Boulevard Mohamed V- Angle Rue Badr, Gueliz BP : 631 – Marrakech, avant la date et heure de la séance d'ouverture des plis.**

- soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis.  
 L'ouverture publique des plis aura lieu le Jeudi 14 octobre 2021 à 10h :00 à la Direction Régionale du Tensift de l'ONEE – Branche Eau, sis à l'adresse sus indiquée.  
 L'ouverture des enveloppes se fait en un seul temps.  
 Pour toute demande d'éclaircissement, renseignement ou réclamation concernant le présent appel d'offres ou les documents y afférents, contacter la division achats de la direction régionale du Tensift de l'ONEE – Branche Eau, Boulevard Mohamed V- Angle Rue Badr, Gueliz BP : 631 – Marrakech Fax: 05 24 43 91 09 Email : [rjdoua@onee.ma](mailto:rjdoua@onee.ma).  
 Le règlement des achats de l'ONEE et les cahiers généraux sont consultables et téléchargeables à partir du site internet des achats de l'ONEE-Branche Eau à l'adresse : <http://www.onep.ma> (Espace entreprise - rubrique Achats)  
**N° 7755/PC**

ROYAUME DU MAROC  
 Le Chef du Gouvernement

**anrt**  
 agence nationale de réglementation des télécommunications  
 100000, Casablanca  
 0524439109 / 0524420731  
 100000, Casablanca

**Avis Rectificatif relatif à l'Appel d'Offres Ouvert N°08/2021**

Conformément aux dispositions de l'article 19 de la Décision n°20/2014/DG du 19/12/2014 portant règlement fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications, telle que modifiée et complétée, l'ANRT a décidé d'introduire des modifications au niveau de l'avis d'appel d'offres, ainsi que de l'article 6 du Règlement de la Consultation relatifs à l'appel d'offres ouvert n°08/2021 concernant l'achat de fournitures de bureau pour le compte de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications .Ces modifications se présentent comme suit :

**« Il n'est pas prévu de dépôt d'échantillons dans le dossier d'Appel d'offres n°08/2021 concernant l'achat de fournitures de bureau pour le compte de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications »**

Aussi, la séance publique d'ouverture des plis, prévue initialement le **Judi 23 Septembre 2021 à 10h00 est maintenue pour la même date et la même heure.**

Les concurrents intéressés sont priés de consulter le Site Web de l'ANRT ([www.anrt.ma](http://www.anrt.ma)) ou le Portail Marocain des Marchés Publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)) pour télécharger le dossier d'appel d'offres tel que modifié.

Centre d'affaires, Bd. Ar-Riad, Hay Riad  
 B.P. : 2939, Rabat 10 100  
 Téléphone : +212 (0) 5 37 71 84 00  
 Télécopie : +212 (0) 5 37 20 38 62  
[www.anrt.ma](http://www.anrt.ma)

**N°103/PC**

**ARAB SWEES SARL**  
**AU**  
**CONSTITUTION**  
 Aux termes d'un acte sous-seing privé en date du 07-09-2021, il a été constitué une SARL AU présentant les caractéristiques suivantes :  
 Dénomination sociale : ARAB SWEES SARL AU  
 Objet :  
 - La conception et la fabrication de pâtisseries orientales  
 - La restauration générale  
 - L'organisation de toute manifestation, festival  
 Siège social : Hay Kassam 2AV Tamaya n°C2 Dakhla  
 Durée : 99 ans  
 Capital social : 10.000,00 Dirhams  
 Gérance : RIME ZAIDANE  
 Le dépôt légal a été effectué au greffe du tribunal de commerce de DAKHLA le 07-09-2021 sous le numéro 1939  
**N° 7759/PC**

**OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)**  
 Branche Eau  
**DIRECTION REGIONALE DU NORD TRAVAUX DE RECHERCHE DE FUTTES SUR LES CONDUITES D'EAU POTABLE DES CENTRES RELEVANT DE LA**  
**DIRECTION REGIONALE DU NORD**  
**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT - N° 94DR9/C/1/2021**  
 Séance publique  
 La Direction Régionale du Nord de l'ONEE-Branche Eau, sise à Tanger lance le présent appel d'offres qui concerne les travaux de recherche de fuites sur les conduites d'eau potable des centres relevant de la direction

régionale du nord. Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation.  
 Cette consultation est ouverte uniquement aux petites et moyennes entreprises (PME) nationales, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs.  
 L'estimation du coût des prestations s'élève à 599 400,00 DH TTC.  
 Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 6 000DH ou son équivalent en devise librement convertible.  
 Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable sur le portail marocain des marchés publics à l'adresse : <https://www.marches-publics.gov.ma/>.  
 Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à l'adresse suivante : Bureau d'ordre de la Direction Régionale du Nord de l'ONEE Branche eau. Adresse : 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger.  
 - Téléphone : 05-39-32-85-15/20/25 - Fax : 05-39-94-02-08/05-39-94-39-71  
 Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux candidats.  
 Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :  
 - Soit déposés contre récépissé au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Nord, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger, avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.  
 - Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Nord, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger avant la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.  
 - Soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis.  
 L'ouverture publique des plis aura lieu le Mercredi 13/10/2021 à 10h00 à la Direction Régionale du Nord de l'ONEE Branche eau, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger.  
 L'ouverture des enveloppes se fait en un seul temps.  
 Pour toute demande d'éclaircissement, renseignement ou réclamation concernant le présent appel d'offres ou les documents y afférents prière de contacter la Division Achats de la Direction Régionale du Nord de l'ONEE-Branche Eau - Adresse : sise 6, Rue Melilla, Castilla, à Tanger  
 Téléphone : 05-39-32-85-18/20/25 - Fax : 05-39-94-02-08/05-39-94-39-71  
 Email : [fferasi@onee.ma](mailto:fferasi@onee.ma) - [fboujida@onee.ma](mailto:fboujida@onee.ma)  
 Les cahiers généraux et le règlement des achats de l'ONEE sont consultables et téléchargeables à partir du site des achats de l'ONEE-Branche Eau à l'adresse : <http://www.onep.ma/> (Espace Entreprise - rubrique Achats).  
**N° 7756/PC**  
 Royaume du Maroc  
 Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts  
**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DES PRIX EN SEANCE PUBLIQUE N° 26/DRAO/2021 (Destiné à la PME)**

Le 07/10/2021 à 10 heures, il sera procédé au siège de la Direction Régionale de l'Agriculture de l'Oriental à Oujda à l'ouverture des plis relative à l'appel d'offres sur offres de prix relatif aux TRAVAUX D'ENTRETIEN DES BATIMENTS DU QUALIPOLE DE BERKANE DANS LA PROVINCE DE BERKANE RELEVANT DE LA ZONE D'ACTION DE LA DRA DE L'ORIENTAL OUJDA en lot unique.  
 Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau de service de la logistique de la Direction Régionale de l'Agriculture de l'Oriental à Oujda Bd LOUJIDI Moustapha, Route AOUINT ESSRAK BP 704 Oujda, il peut être également téléchargé à partir du portail du marché de l'état [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma).  
 - le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : Quatre mille dirhams (4000,00 Dhs) TTC.  
 - l'estimation des coûts des prestations est de : (198 840,00 dhs) Cent quatre-vingt-dix-huit mille huit cent quarante Dirhams TTC.  
 Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n 02-12-349 relatif aux marchés publics.  
 Les concurrents peuvent :  
 - soit envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité Bd LOUJIDI Moustapha, Route AOUINT ESSRAK BP 704 -Oujda ;  
 - soit déposer contre récépissé leurs plis au secrétariat de la Direction Régionale de l'Agriculture de l'Oriental à Oujda. Bd LOUJIDI

crétariat de la Direction Régionale de l'Agriculture de l'Oriental à Oujda.  
 -Soit les transmette par voie électronique dans les conditions prévues à l'arrêté du Ministre de l'Economie et Finances 14.20 du 4 septembre 2014.  
 - soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.  
 Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 11 du règlement de Consultation.  
**N° 7757/PA**  
 Royaume du Maroc  
 Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts  
**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DES PRIX EN SEANCE PUBLIQUE N° 27/DRAO/2021 (destiné à la PME)**  
 Le 07/10/2021 à 10 heures, il sera procédé au siège de la Direction Régionale de l'Agriculture de l'Oriental à Oujda à l'ouverture des plis relative à l'appel d'offres sur offres de prix relatif aux TRAVAUX D'ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS DE CLIMATISATION DES BATIMENTS DU QUALIPOLE DE BERKANE DANS LA PROVINCE DE BERKANE RELEVANT DE LA ZONE D'ACTION DE LA DRA DE L'ORIENTAL Oujda en lot unique.  
 Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau de service de la logistique de la Direction Régionale de l'Agriculture de l'Oriental à Oujda Bd LOUJIDI

Moustapha, Route AOUINT ESSRAK BP 704 Oujda, il peut être également téléchargé à partir du portail du marché de l'état [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma).  
 - le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : Quatre mille dirhams (4000,00 Dhs) TTC.  
 - l'estimation des coûts des prestations est de : (199 200,00 dhs) Cent quatre-vingt-dix-neuf mille deux cent Dirhams TTC.  
 Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n 02-12-349 relatif aux marchés publics.  
 Les concurrents peuvent :  
 - soit envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité Bd LOUJIDI Moustapha, Route AOUINT ESSRAK BP 704 -Oujda ;  
 - soit déposer contre récépissé leurs plis au secrétariat de la Direction Régionale de l'Agriculture de l'Oriental à Oujda.  
 -Soit les transmette par voie électronique dans les conditions prévues à l'arrêté du Ministre de l'Economie et Finances 14.20 du 4 septembre 2014.  
 - soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.  
 La visite des lieux est fixée pour le 27/09/2021 à 10 h au Qualipole sis Madagh Berkane  
 Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 11 du règlement de Consultation.  
**N° 7758/PA**

## Sur vos petits écrans



05:50: RELIGIEUX Coran avec mawahib tajwid  
 06:00: MAGAZINE CH'HIWAT BLADI  
 06:25: MAGAZINE DAR WA DECOR  
 06:55: MAGAZINE SAYIDAT SHOPPING  
 07:45: MAGAZINE KIF AL HAL  
 08:00: MAGAZINE LIL MATBAKHI NOUJOU  
 08:30: MAGAZINE SAHATNA JMI3  
 09:00: FEUILLETON Sir al morjane  
 09:30: MAGAZINE CH'HIWA MA3A CHOUMICHA  
 09:35: FEUILLETON 3awdat al mountaqim  
 10:20: MAGAZINE DAR WA DECOR  
 10:50: MAGAZINE KIF AL HAL  
 11:00: MAGAZINE SAYIDAT SHOPPING

11:55: SERIE QISSARIYAT OUFELLA  
 12:35: NEWS BULLETIN METEO  
 12:45:00 NEWS AL AKH-BAR  
 13:15: SPORT MOUJAZ RIYADI  
 13:25: FEUILLETON LAHN AL HAYAT  
 14:15: NEWS ECO NEWS  
 14:20: NEWS JOURNAL AMAZIGH  
 14:30: FEUILLETON FORSA TANIYA  
 15:50: FEUILLETON Sir al morjane  
 16:20: FEUILLETON 3awdat al mountaqim  
 17:25: MAGAZINE JUST FOR LAUGHS  
 17:50: MAGAZINE B G H I T NAARAF  
 17:55: DESSIN ANIME ZIG & SHARKO  
 18:20: MAGAZINE CH'HIWA MA3A CHOUMICHA

18:35: FEUILLETON A T TOYOUR AL MAJROUHA  
 19:25: FEUILLETON AL WA3D  
 20:15: NEWS INFO SOIR  
 20:45: SPORT QUE DU SPORT  
 20:50: NEWS BULLETIN METEO  
 20:55: NEWS ECO NEWS  
 21:10: NEWS BULLETIN METEO  
 21:15: NEWS AL MASSAIYA  
 21:50: MAGAZINE MA3A AN-NASS  
 22:45: MINI-SERIE Rih lbar  
 23:35: FEUILLETON LAHN AL HAYAT  
 00:20: FEUILLETON AL WA3D  
 01:10: MAGAZINE A H S A N E PATISSIER  
 02:50: MAGAZINE R A C H I D SHOW  
 04:20: FEUILLETON A T TOYOUR AL MAJROUHA  
 05:05: SERIE AL BOUED AL AKHAR



05h00 : M6 music  
 06h05 : M6 kid  
 07h50 : M6 boutique  
 09h05 : Ça peut vous arriver chez vous : Magazine  
 10h30 : Ça peut vous arriver chez vous  
 11h45 : Le 12.45  
 12h40 : Scènes de ménages  
 13h00 : L'amour en dessert. Comédie  
 14h55 : Incroyables transformations : Divertissement  
 16h30 : Les reines du shopping  
 17h40 : Tous en cuisine, en direct avec Cyril Lignac  
 18h45 : Le 19.45, météo  
 19h30 : Scènes de ménages. Série  
 20h05 : Divertissement : L'amour est dans le pré  
 22h10 : L'amour vu du pré. Divertissement  
 23h00 : Mon admirateur secret. Divertissement  
 01h10 : Les nuits de M6



05H25 : Tfou : Dessins animés  
 07h30 : Téléshopping  
 08H25 : Familles nombreuses  
 10H00 : Les feux de l'amour : Série  
 11H00 : Les 12 coups de midi : Jeu  
 12H00 : Journal  
 12H55 : Celeste Beard : la face cachée d'une croqueuse de diamants : Téléfilm  
 14h40 : Les 3 visages de ma mère : Téléfilm  
 16H30 : Familles nombreuses : la vie en XXL : Divertissement  
 17h35 : Ici tout commence. Série  
 18H10 : Demain nous appartient : Série  
 18H55 : Météo  
 19H00 : Journal  
 19H45 : Tirage du Loto  
 20H05 : Une mère parfaite : Série  
 22H05 : New York, unité spéciale : Série  
 00H30 : Chicago police department : Série américaine  
 01H25 : Programme de la nuit

# Anne Hidalgo, la maire socialiste de Paris qui vise l'Élysée

## Portrait



**L**a socialiste Anne Hidalgo, maire de Paris confortablement réélue en 2020 mais à l'image clivante, met en avant ses origines modestes et sa gestion municipale, notamment écologique, pour se placer dans la course à la présidentielle française d'avril.

A 62 ans, celle qui affirmait il y un an n'avoir aucune ambition présidentielle s'est lancée dimanche, notamment sous la pression de son parti où

elle est une figure en tant que dirigeante de la première ville de France, bastion socialiste depuis 20 ans.

“Je suis née en Espagne d'un papa électricien et d'une maman couturière”, rappelle cette native de San Fernando à la pointe sud de l'Espagne. Arrivée en France, à Lyon, à l'âge de deux ans, Ana devient Anne et obtient la nationalité française à 14 ans.

“Je ne fais pas partie des gens nés dans le milieu du pouvoir” mais “j'ai eu la chance de bénéficier de cette promesse républicaine”, “cette égalité réelle à travers l'école”, explique-t-elle.

Dans un pays centralisé comme la France où les Parisiens sont souvent caricaturés comme riches, arrogants ou méprisants envers la province, elle aime se présenter comme populaire. “Je suis l'émanation du peuple de Paris” et “non une incarnation de l'élite parisienne”, “montée” de Lyon à Paris “pour le boulot, comme beaucoup de Parisiens”.

Elue de Paris depuis 2001, elle est devenue maire en 2014 et a été largement réélue en 2020, portée par une plateforme de gauche. Même si elle ne les a pas directement gérées, elle a été aux premières loges pendant les épreuves qui ont frappé Paris, comme les attentats de 2015, l'incendie de Notre-Dame ou les manifestations des Gilets jaunes.

Dans un entretien au quotidien

britannique *The Guardian*, elle compare son office à piloter un catamaran par un vent de force 7 à 9 sur l'échelle de Beaufort, juste en dessous de la tempête.

Interdiction des voitures diesel d'ici 2024, piétonnisation d'une partie des quais de Seine, multiplication des pistes cyclables, limitation de la vitesse à 30km/h: elle a peu à peu fait de son engagement “vert” sa marque de fabrique.

Au niveau national, c'est d'ailleurs “la transition écologique, la transformation de notre modèle économique et énergétique” qu'elle veut mettre au cœur de sa campagne, assurant avoir réduit les émissions polluantes parisiennes en 2018 par rapport à 2014.

“On m'a caricaturée en +antibagnole+, alors que je suis antipollution”, écrit-elle dans son livre “Une femme française”, à paraître le 15 septembre, alors que la circulation est devenue difficile dans Paris, notamment pour les banlieusards des villes voisines. Mais elle est aussi critiquée sur la multiplication anarchique des vélos et trotinettes, sa politique de travaux publics, la saleté des rues, la prolifération des rats ou la hausse de la délinquance.

“Madame Hidalgo est responsable de l'explosion de la délinquance des mineurs à Paris”, a par exemple déclaré vendredi Rachida Dati, figure de

la droite parisienne.

Ses critiques dénoncent aussi son autoritarisme. “J'ai le même caractère que mon père, explosif !”, disait-elle en 2013. Mais cette féministe note aussi que souvent “l'autorité d'un homme devient l'autoritarisme d'une femme”.

Ses soutiens défendent au contraire “son écoute” et sa “capacité à rassembler”.

Elle “a une capacité à comprendre les difficultés des Français”, analyse le premier secrétaire du PS Olivier Faure. C'est “une force tranquille”, dit-il, reprenant le fameux slogan de François Mitterrand, grand figure tutélaire du Parti socialiste, lors de sa première campagne présidentielle victorieuse en 1981. Ses partisans saluent aussi la “stature internationale” de celle qui a géré pendant quatre ans le réseau des plus grandes villes du monde et qui a obtenu l'attribution des JO à Paris en 2024.

“Quand John Kerry (envoyé spécial des Etats-Unis pour le climat) vient à Paris, c'est Anne Hidalgo qu'il rencontre”, se félicitent ses proches.

Mais elle peut aussi faire montre d'un langage fort peu diplomatique, lorsque par exemple en mai 2016 elle lance aux journalistes à Londres à propos du futur président américain, qui n'est pas encore élu, “M. Trump est tellement stupide, mon dieu !”.



**Je ne fais pas partie des gens nés dans le milieu du pouvoir mais j'ai eu la chance de bénéficier de cette promesse républicaine, cette égalité réelle à travers l'école.**

Malgré la suspension de l'impression,  
les journalistes sont toujours sur le terrain et l'accès  
est gratuit à la presse citoyenne

## La presse nationale aux premiers rangs sur tous les fronts

Sur le web ou en kiosques

# Votre soutien, Notre avenir

La presse professionnelle,  
antivirus contre l'infox



# Sport

## Le FUS de Rabat ambitionne de revenir au devant de la scène

Le FUS de Rabat entame le championnat national professionnel de football avec des nouveautés au niveau de sa direction technique avec le recrutement du jeune entraîneur Mohamed Amine Benhachem, et de sa composition humaine qui a été consolidée par des noms ayant accumulé une grande expérience au niveau de la Botola.

A cet égard, la présidente-déléguée du FUS de Rabat, Nawal Khalifa a indiqué, lors d'une conférence de presse, que l'équipe de la capitale mise sur le nouvel entraîneur, ses jeunes joueurs et les nouvelles recrues pour se reconstruire et revenir sur le devant de la scène, après avoir peiné la saison dernière pour conserver sa place en première division du championnat national professionnel.

L'équipe cherche à mettre en œuvre de grands chantiers pour la saison prochaine et les années à venir, en accordant la plus haute importance à la formation, à la découverte des talents et à la promotion du niveau d'organisation et de la compétitivité du club par le biais d'une politique de recrutement nationale et une formation efficiente, a-t-elle ajouté.

La venue de l'entraîneur Mohamed Amine Benhachem et la nomination de Noureddine Benomar et Jaouad Zaïri respectivement en tant que premier et second entraîneurs assistants du club, s'inscrivent dans le cadre de la stratégie et des orientations du club visant son développement, en privilégiant la formation et l'encadrement de la jeunesse, avec l'ambition de jouer un rôle de pionnier au niveau national et continental, a relevé Mme Khalifa.

La responsable a souligné que le FUS de Rabat, en embauchant le coach et son staff pour trois ans, vise à atteindre une stabilité technique et à offrir de bonnes conditions de travail sans pression afin de poursuivre le projet de for-



mation et d'atteindre les objectifs escomptés.

Les éléments de l'équipe de la capitale ont effectué des préparatifs marqués par des matchs amicaux, notamment avec l'équipe Nassma de Settat (3-0), l'Ittihad Khemisset (2-0) et le Rapide Oued Zem (5-1).

Le FUS a également renouvelé le contrat de son joueur Mehdi Basil pour une saison supplémentaire après sa performance remarquable la saison passée et ses buts décisifs qui ont permis le maintien de l'équipe en D1. Le joueur a rejoint l'équipe en 2014 et a disputé sous ses couleurs 100 matchs.

Karim Benarif a aussi renouvelé son bail pour deux saisons supplémentaires, ce qui démontre la volonté du club de maintenir ses piliers pour surmonter les lacunes de la saison passée.

Pour combler le vide dans certains postes, l'équipe de la capitale a procédé au renouvellement des contrats de ses joueurs et a accordé la priorité aux jeunes joueurs de son académie.

Dans cette démarche, le FUS de Rabat a fait venir pour trois saisons des

jeu-jeux locaux et internationaux expérimentés à l'instar d' Ayoub Nanah, Ayoub Kassimi, Mehdi Karnass et du Burkinabé Soumaila Ouatarra, tandis que le milieu de terrain, Lahcen Dahdouh a signé pour quatre ans.

L'équipe de la capitale est liée de-

puis 2019 par un accord de partenariat avec l'Olympique Lyonnais jusqu'au 30 juin 2023. Cet accord prévoit le partage des expériences, la valorisation des talents locaux, outre la formation des cadres techniques de l'académie du FUS par des formateurs de l'OL.

### Fiche technique du FUS

- Nom du club : Fath Union Sport
- Date de création : 1946
- Couleurs du club : Blanc et rouge
- Stade : Complexe Sportif Prince Héritier Moulay El Hassan à Rabat (8.000 places)
- Présidente déléguée : Nawal Khalifa
- Entraîneur : Mohamed Amine Benhachem
- Palmarès:
  - Botola: saison 2015-2016
  - Coupe du Trône : six fois en 1967, 1973, 1976, 1995, 2010 et 2014
  - Coupe de la CAF : 2010
  - Super Coupe de la CAF : Finaliste en 2011
- Principales recrues : Ayoub Nanah, Ayoub Kassimi, Mehdi Karnass, Soumaila Ouatarra et Lahcen Dahdouh
- Principaux départs : Yassine Lamine, Mehdi Belarbi (prêt), Reda Jaadi, Joseph Compos, Cédric Kodjo et Majid Samih.

### CAN de volley-ball

## Le Six national au dernier carré

La sélection marocaine de volley-ball a assuré sa qualification pour le dernier carré du Championnat d'Afrique des nations (CAN-2021) en dominant son homologue rwandaise par 3 sets à 0, en quart de finale disputé samedi soir à Kigali.

Les Lions de l'Atlas ont pris le dessus sur l'une des meilleures équipes du championnat sans céder aucun set (25-17, 25-23, 25-17).

Les volleyeurs marocains défieront en demi-finale le Cameroun, vice-champion de la dernière édition, qui a arraché ce samedi son billet pour le dernier carré aux dépens du Nigeria (25-19, 25-27, 25-19, 25-20).

Le Six marocain, qui vise une place pour le Mondial 2022, participe à ce championnat avec une équipe constituée de jeunes joueurs du championnat national et d'autres évoluant dans des championnats européens.



Dirigée par le technicien franco-serbe Nicola Matijasevic, la sélection nationale a misé sur de grands joueurs comme Mohamed Hechdadi qui a capitalisé une grande expérience dans des championnats en Amérique du Sud et en Europe.

L'autre affiche des demi-finales de la CAN mettra aux prises la Tunisie, double tenante du titre (2017 et 2019), et l'Égypte.

Les Aigles de Carthage ont assuré leur qualification pour le dernier carré après avoir dominé la RD Congo par 3 sets à 0 (25-22, 25-17, 25-21), tandis que la formation égyptienne a arraché son ticket de qualification en s'imposant difficilement face à l'Ouganda par 3 sets à 1 (28-30, 25-18, 25-16, 25-21).

Les deux premières équipes du tournoi se qualifieront directement à la prochaine Coupe du monde de la discipline, prévue en 2022 en Russie.

## Le MAS de Fès présente ses nouvelles recrues



Le Maghreb Association Sportive de Fès (MAS) a présenté, vendredi à Fès, les nouveaux joueurs recrutés pendant le mercato d'été pour renforcer son effectif.

Le premier club de la capitale idrisside a, ainsi, officialisé l'arri-

vé de dix nouvelles recrues aux profils différents, après s'être séparé d'autant de joueurs. Il s'agit du gardien international Zouhair Laaroubi, qui vient renforcer les rangs des Jaune et Noir en provenance de la Renaissance de Berkane, des défenseurs Tarik Astarti (Ittihad de Tanger), Yassine Rami (Hassania d'Agadir) et de l'attaquant gabonais Louis Autchanga Ameka, qui évoluait en deuxième division française.

Le club fassi s'est également attaché les services de Salahedine Ben Marzouka, Ahmed Gnzar, Alae Eddine Bouchenna, Camara Aboubakar Demba (Guinée), Seïfeddine Bouhra et Sylla Bafna (Côte d'Ivoire). Dans une déclaration à la MAP, le président du club, Ismail Jamaï, a indiqué que

le MAS a effectué des recrutements de niveau après s'être séparé de dix joueurs à l'amiable, ajoutant que l'objectif est de construire une équipe capable d'évoluer en première division et être à la hauteur des attentes de ses supporters et des Fassis en général.

M. Jamaï a formé le vœu que ces recrutements apporteront au club la valeur ajoutée escomptée au cours de cette saison, soulignant que le MAS fait confiance au directeur technique tunisien Abdelhay Ben Soltane ainsi qu'aux joueurs.

De son côté, Ben Soltane a indiqué que le club a entamé ses préparatifs "avec un peu de retard" mais il s'est rattrapé en programmant trois longues séances

par jour pour être fin prêt au début de la Botola, faisant remarquer que l'effectif a été renforcé par des profils choisis de manière minutieuse pour répondre aux besoins de l'équipe.

Il a exprimé le souhait que l'équipe puisse signer un bon début de saison et maintenir un bon rythme tout au long des trente matchs de la Botola.

Le MAS, qui a regagné la D1 de la Botola Pro au cours de la saison 2019-2020, a effectué un stage de concentration dans la ville d'Ifrane dans le cadre de ses préparatifs pour la nouvelle saison. Les Jaune et Noir ont joué, par ailleurs, deux matchs amicaux contre le Chabab Atlas Khénifra (1-0) et le Rapide Club d'Oued-Zem (1-1).

## Coupe du monde de futsal

# L'équipe nationale veut relever le défi en Lituanie

La sélection marocaine de futsal, double championne d'Afrique en titre, prendra part à la Coupe du monde en Lituanie, avec la ferme volonté de s'illustrer lors de ce rendez-vous mondial.

L'équipe nationale, qui affrontera des équipes de haut vol (Iles Salomon, Thaïlande et Portugal) au premier tour de cet événement mondial qui se poursuit jusqu'au 04 octobre prochain, ambitionne de signer une bonne performance et faire mieux que ses précédentes participations.

Les éléments nationaux, bardés du titre de la 5ème édition du championnat arabe de futsal disputée au Caire après leur victoire en finale face au pays hôte sur le score de 4 buts à 0, entameront les matchs du groupe C avec enthousiasme pour passer le 1er tour malgré la difficulté de la tâche en présence de sélections qui dominent cette discipline.

Les hommes du technicien national Hicham Dguig sont conscients de l'importance de gagner le premier match face aux Iles Salomon, qui leur permettra de poursuivre le parcours avec confiance avant de croiser le fer avec le Portugal et la Thaïlande lors de leurs 2ème et 3ème matches, prévus

les 16 et 19 septembre.

La sélection nationale est prête à relever le défi, renforcée en cela par sa stabilité, le soutien continu de la Fédération Royale marocaine de football et de la direction technique, le haut niveau technique des joueurs et une forte envie d'honorer le football national.

Dans le cadre de ses préparatifs au Mondial, la sélection nationale a effectué plusieurs stages de préparation au Maroc et à l'étranger ponctués par des matchs amicaux avec des équipes issues des différents continents.

Les coéquipiers d'Anas El Ayyane ont entamé une fructueuse période de préparation en remportant plusieurs rencontres face à la Slovaquie (4-1), au Panama à deux reprises (4-3 et 3-0) avant de s'incliner face à l'Égypte et au Japon, dernière ligne droite avant le début de la compétition.

Dans ce contexte, l'entraîneur national Hicham Dguig, avait déclaré que l'équipe nationale croit en ses chances pour se qualifier au 2è tour de la Coupe du monde, même si cette poule est relevée.

"Le tirage au sort était équilibré (...). A ce stade, on ne parle plus d'équipes fortes ou faibles, toutes les équipes ont

leurs chances. Ce qu'on peut dire, c'est que le Maroc est dans un groupe solide", a-t-il précisé.

L'équipe nationale a accumulé une expérience importante, notamment après sa participation à la Coupe du monde de 2012 en Thaïlande et celle de 2016 en Colombie, a ajouté Dguig.

A propos des matches des Lions de l'Atlas en Coupe du monde, le technicien marocain a indiqué que la première rencontre face aux Iles Salomon est capitale, sans pour autant sous-estimer l'adversaire.

La Thaïlande est l'un des pionniers du futsal dans le continent asiatique avec l'Iran, tandis que le Portugal, champion d'Europe et demi-finaliste de la dernière Coupe du monde, reste l'équipe la plus forte sur le papier, a-t-il poursuivi.

De son côté, le joueur Abdellatif Fati a souligné que le cinq national, qui a disputé plusieurs matches de préparation en prévision du Mondial en Lituanie, dispose de toutes les chances pour aller loin dans cette compétition, relevant que le groupe, désormais plus solide que jamais, a accumulé une grande expérience.

S'agissant du groupe C, il a estimé que les trois autres équipes sont fortes

et que la tâche des Lions de l'Atlas ne sera pas de tout repos, faisant part de la bonne préparation de l'équipe pour défendre dignement les couleurs nationales.

L'entraîneur de la sélection marocaine avait dévoilé récemment la liste finale des joueurs retenus pour prendre part à la phase finale de la Coupe du monde, qui comprend plusieurs joueurs du championnat national et d'autres évoluant en Europe.



## Participation de l'EN féminine au tournoi amical "Aisha Buhari" au Nigeria

L'équipe nationale féminine de football a entamé un stage de préparation au Complexe Mohammed VI de football à Maâmoura en prévision de sa participation au tournoi amical "Aisha Buhari" à Lagos au Nigeria, où elle affrontera le Cameroun, le 16 septembre, et le Mali le 19 du même mois.

Les joueuses vont réaliser les tests médicaux relatifs au coronavirus selon le protocole sanitaire mis en place par les autorités compétentes, a indiqué la Fédération Royale marocaine de football (FRMF) dans un communiqué publié sur son site Internet.

Ci-après la liste des joueuses convoquées par le sélectionneur de l'équipe nationale féminine, Reynald Pedros : Khadija Errmichi, Hind Hasnaoui, Zineb Redouani, Ibtissam Jraidi, Hanane Ait Elhaj, Nouhaila Benzina, Aziza Rabbah, Ghizlane Chhiri, Siham Boukhami, Fatima Zahra Dahmos, Ghizlane Chebbak, Najat Badri, Sanaa Mssoudy, Fatima Tagnaout et Douha Ahmamou (AS FAR), Rania Salmi et Imane Abdelahad (Sporting Club Casablanca), Marwa Hassani (Saint Maur - France), Elodie Nahla Nakkach (FC Chenois - Suisse), Salma Amani (Saint Malo - Suisse), Sabah Seghir (Sampdoria - Italie), Yasmin Ben Houssine (FC Wacker Innsbruck - Autriche) et Imene El Ghazouani (Yzeure Allier Auvergne - France).

## L'OCK accroché d'entrée à la maison

Pour sa première apparition en première division, l'Olympique Club de Khouribga trébuche sur ses bases, devant le Mouloudia d'Oujda, pour le compte de la première journée de la Botola Pro D1, Inwi, dans un match qui n'a pas tenu toutes ses promesses et s'est soldé sur un score vierge.

Dès le coup d'envoi, décidés, les Phosphatiers se portent à l'attaque dans le but d'ouvrir le score, mais ils se heurtent à une défense des visiteurs vigilante et soudée.

La plupart du temps, la balle se joue au milieu du terrain. Ainsi, le match tombe dans la médiocrité.

A un certain moment, on assiste à des phases de jeu agréables, avec des occasions de but qui n'ont pas été traduites faute de concentration. Ainsi, l'arbitre renvoie les vingt-deux protagonistes aux vestiaires sur ce score de parité.

En deuxième mi-temps, les Khouribguis exercent un pressing constant sur les Oujdis, toutefois leurs attaquants manquent de punch. Le scénario de la rencontre ne change pas et le résultat est resté le même jusqu'à la fin du match.

Lors de la prochaine journée, l'OCK affrontera le Raja de Casablanca, tandis que le MCO accueillera l'AS FAR.

**Chouaib Sahnoun**

## Victoires en déplacement du Raja et du DHJ

### Bonne entame de la SCCM et du HUSA

Le Raja de Casablanca (RCA) a décroché la victoire sur la peulouse du Youssoufia de Berrechid (0-1), vendredi au stade municipal de Berrechid, en ouverture de la 1ère journée de la Botola Pro D1 "Inwi", au titre de la saison 2021-2022.

Vainqueurs de la Coupe Mohammed VI des clubs arabes champions face à l'Itihad de Jeddah (4-4, 4-3 t.a.b) et de la Coupe de la Confédération africaine en battant l'équipe algérienne de la Jeunesse Sportive de Kabylie (2-1), les Verts étaient déterminés à entamer cette nouvelle saison sans encombre et brigrer les trois points de la rencontre.

Pour leur part, les locaux, après avoir frôlé la relégation la saison dernière, espéraient lancer leur parcours avec une victoire à domicile mais sans pour autant y parvenir. Réduits à dix en 2ème période, après l'expulsion de l'ivoirien Renardo Gonazo Bi (53è),

les joueurs du CAYB n'ont pas pu résister aux attaques des Aigles verts, qui ont fini par ouvrir le score grâce à un but de Houssine Rahimi (60è), le petit frère de Soufiane, qui s'est engagé avec le club émirati d'Al Ain.

Vendredi également au stade El Massira à Safi, le DHJ s'est imposé en déplacement chez l'OCS par 1 à 0. La seule réalisation de la rencontre a été l'œuvre du Kényan Masoud Juma (63è) après une passe millimétrée du capitaine Zakaria Hadraf, qui a fait son retour à son club formateur en provenance de la Renaissance de Berkane.

Samedi, l'OCK, le nouveau promu, a été accroché par le MCO, alors que le Chabab Mohammedia (SCCM) s'est imposé à domicile face au FUS de Rabat (2-0), au stade El Bahir de Mohammedia.

Kamal El Keraa a ouvert le score pour les locaux à la 5è minute, avant que Mohamed Boulaksout ne double

la mise (50è), permettant aux hommes de M'hamed Fakhir de remporter les trois points de la rencontre.

Le Hassania d'Agadir (HUSA) n'a pas été en reste. Il a battu le Rapide Oued Zem (RCOZ) sur le score d'un but à zéro au Grand stade d'Agadir.

Les locaux se sont imposés de la plus belle des manières, à la faveur d'un ciseau retourné d'Youub Maloulouki qui a pris de l'extension sur le centre de Yassine Dahbi (39è).

Cette première journée devait se poursuivre dimanche avec la programmation des matches WAC-IRT et RSB-MAS, au moment où la rencontre ASFAR-JSS a été reportée à mercredi en raison de l'engagement continental de la formation militaire qui devait affronter dimanche le club béninois de Buffles du Borgou pour le compte du match aller du tour préliminaire de la Coupe de la Confédération CAF.

Ses prières terminées, le chauffeur se relève et va ranger son tapis dans le coffre à côté de ma valise. Arrive une voiture blanche qui se rapproche de nous très lentement pour ne pas soulever trop de poussière, je suppose. Et Shanti en jaillit ! Oui, elle court vers moi malgré la chaleur écrasante, se prend un peu les pieds dans son sari rouge et rose. C'est la première fois que je la vois habillée autrement qu'en jeans et tee-shirt. A un mètre de moi, elle s'arrête, jette un coup d'œil aux deux hommes qui suivent la scène avec une curiosité visible. Je sais qu'elle ne peut pas m'embrasser devant eux. Elle se réfrène, joint les mains devant son front, devant son cœur. – Namasté, dit-elle. Elle a rabattu un pan de son sari sur ses cheveux. Roya nous rejoint. Sari bleu, grands yeux noirs, sourire radieux. Je m'incline cérémonieusement, les mains jointes devant la poitrine. Ai-je fait bon voyage ? Oui, je suis fatigué, j'étouffe, j'ai trop chaud, j'ai très soif mais je suis déjà en train de m'acclimater, ne vous inquiétez pas. Pas facile de se repérer dans Chennai. Même les chauffeurs de taxi s'y perdent.

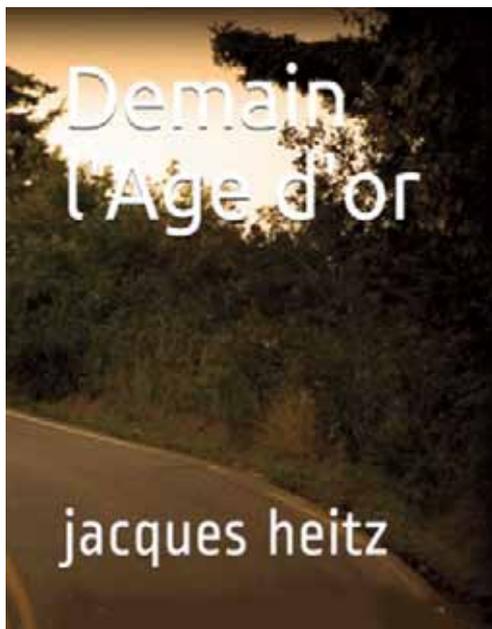
– Oh non ! Il s'arrête ici parce que le «barman» est son ami, il lui fournit des clients. Elle s'adresse à eux en tamoul, durement me semble-t-il. Je veux payer mais je n'ai que des billets.

– Ne les montres pas, me dit Roya alors que je porte la main à ma poche pour les sortir. Le moindre de tes billets représente des semaines de travail pour eux. Je vais régler. Une boisson, un appel au téléphone.

Ma valise passe de l'Ambassador à la Honda blanche. A l'intérieur, je suis saisi par le froid de la climatisation. Nous roulons à petite allure dans des rues calmes, presque désertes, à la végétation luxuriante.

– Je vais d'abord laisser parler Shanti, dit Roya. Elle était tellement impatiente de te voir. Elle va te déverser pêle-mêle les nouvelles.

– Je te dis comme ça me vient, Olivier. D'abord il fait toujours beau depuis que nous sommes ici. Un peu trop chaud mais il fait bon dans le jardin et il y a la clim dans toutes les pièces de la maison. Une maison énorme avec plein de gens, c'est presque comme un hôtel. Les femmes avec les femmes, les hommes avec les hommes, on ne se mélange pas. Mes oncles vivent ici avec leur épouse, les enfants, les serveurs. L'avantage de la «joint family», c'est qu'il y a des gens de tous les âges et tu peux en trouver avec qui tu t'entends bien. Mes cousines sont maintenant mes copines et l'une d'elles, Arundhati, est devenue ma meilleure amie. Elles m'ont appris à me comporter comme il faut en Inde.



– Oui, enfin... comme il faut... intervient Roya. Un sari fixé avec une épingle de nourrice c'est quand même la honte.

– Ah oui ? Et s'il se défait en public et que je me retrouve en culotte ? J'ai dû apprendre. Pas facile d'arriver à faire tenir des mètres de tissu.

Mes cousines m'ont aidée. Donc je joue à l'Indienne pour ne pas choquer la famille de Maman. Dès qu'un étranger paraît, je me couvre les cheveux avec un pan de mon sari. Je ne dois pas lui adresser la parole la première, ne pas le regarder dans les yeux. On mange sur une feuille de

bananier, comme ça on ne doit pas faire la vaisselle et on ne gaspille pas l'eau.

– Les premiers jours ont été un peu difficiles pour toi. On ne te parlait qu'en tamoul. Tu as vite appris quelques phrases.

– Oui, ça m'amuse. D'ailleurs Papa n'a fait que ça toute sa vie. Jouer à connaître des langues que plus personne ne parle. Oh ! à propos, dit-elle d'un ton devenu grave et en se penchant encore plus entre les sièges, Papa est malade. Il a une infection des yeux. A cause de la pollution. On appelle ça «d'œil de Madras». C'est très douloureux et il faut qu'il reste dans le noir jusqu'à ce qu'il soit guéri.

– Enfin obligé de se reposer, dit Roya.

– Je continue mon histoire, Olivier ? Donc, au début de notre séjour, mes oncles étaient méfiants. On nous regardait comme des bêtes curieuses, dangereuses peut-être. Mon grand-père avait dû dire bien du mal de ses filles parties s'installer en Angleterre. Alors que c'était à cause de lui, le salaud ! Ils se sont détendus quand ils ont vu qu'on connaissait les usages, qu'on respectait la tradition, que Papa parle le tamoul comme un chef. Maman connaît les rites des pujas, récite la Gayatri, brûle de l'encens sur l'autel de ses ancêtres.

(A suivre)

## Recettes

### Mêlée de feuilles tendres et crevettes sautées



#### Ingrédients pour 4 personnes

- 1 sachet de mesclun
- 125 g de crevettes cuites décortiquées
- 2 oranges non traitées
- 1 poivron rouge
- 1 poivron jaune
- 1 betterave rouge cuite
- 1 yaourt nature
- 1/2 citron jaune
- 3 cuillères à soupe d'huile d'olive
- 30 g de noix de cajou sel, poivre

#### Préparation de la recette

Epluchez l'orange et réserver les quartiers dans un bol.

Lavez les poivrons, retirez le cœur, puis émincez-les en fines lamelles. Taillez la betterave en julienne. Dans un petit bol, videz le yaourt, ajoutez le jus de citron, l'huile d'olive, salez et poivrez, puis mélangez.

Faites chauffer une poêle à feu vif, ajoutez une cuillère à soupe d'huile d'olive, puis faites revenir les crevettes quelques secondes, salez et poivrez.

Dressez la salade et les légumes dans des bols, puis ajoutez les crevettes, les quartiers d'orange, la sauce au yaourt, et finissez par les noix de cajou concassées. Servez sans attendre.

## Bitcoin au Salvador

### Curiosité et circonspection

Miguel est curieux, Alvaro veut gagner de l'argent, Marni en a besoin pour recevoir des vêtements de ses proches émigrés et Nuria s'inquiète : sur une place de San Salvador, la capitale, on essaie de comprendre comment fonctionne le «Chivo», le porte-monnaie virtuel lancé par les autorités pour utiliser le bitcoin, devenu monnaie légale au Salvador.

«Je voulais sortir de l'incertitude, dissiper mes doutes. Voir ce que c'est, comment ça marche», explique Alvaro Garcia, 47 ans, portefaix sur un marché de la capitale.

Le Salvador est devenu mardi le premier pays au monde à faire du bitcoin une monnaie légale, à côté du dollar, qui a remplacé la monnaie nationale, le colon, il y a 20 ans.

Cette réforme monétaire ambitieuse et polémique a été lancée par le très populaire président Nayib Bukele. Mais le premier jour du bitcoin au Salvador a été marqué par des problèmes techniques pour télécharger le porte-monnaie électronique, tandis que le bitcoin dévissait, perdant 17% de sa valeur sur le marché.

Le porte-monnaie virtuel n'est en principe accessible qu'aux seuls Salvadoriens, résidant dans le pays ou à l'étranger. Pour assurer son succès, le gouvernement l'a baptisé «Chivo», ce qui signifie «super» ou «génial» en langage familier.

Pour utiliser le bitcoin, les Salvadoriens doivent donc télécharger le «Chivo» sur leur smartphone et se rendre sur les 200 bornes, dénommées «Point Chivo», installées par les autorités et où l'on peut faire des opérations dans les deux monnaies et surtout changer la cryptomonnaie en billets



verts.

Même si elle est impopulaire parce qu'elle est prise sur les fonds publics, la prime de l'équivalent de 30 dollars en bitcoin versée à chaque nouvel utilisateur du «Chivo» a réjoui beaucoup de ceux qui ont profité de l'aubaine, dans un pays où 35,9% des 6,6 millions d'habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté, selon la Banque interaméricaine de développement (BID).

«Grâce à Dieu ils donnent ces 30 dollars. C'est quelque chose de nouveau, quelque chose de bien et dont nous profitons», s'est félicité Alvaro, qui a fait la queue à un «Point Chivo» du centre historique de San Salvador pour qu'un agent lui explique comment télécharger et installer l'application sur son téléphone.

Pour le gouvernement, le bitcoin permettra de faciliter les envois d'argent des émigrés tout en économisant sur les frais et commissions bancaires, insiste la ministre

de l'Economie Maria Luisa Hayem. Trois millions de Salvadoriens vivent à l'étranger, la majorité aux Etats-Unis, et leurs envois d'argent à leurs proches restés au pays représentent 22% du PIB du Salvador.

Marni, 31 ans, a une sœur à Houston (Texas) : «Elle m'envoie 300 dollars, et là-dessus on paie 30 dollars (de commission bancaire). On espère qu'avec le bitcoin on ne paiera pas tout ça», dit-elle.

«Je crois que c'est bien, que ça va être plus facile. Sur le téléphone je vais voir si (le prix du bitcoin) a baissé ou non», ajoute-t-elle : Marni a mis 20 dollars sur son porte-monnaie virtuel, en plus des 30 dollars de prime.

«Je veux au moins apprendre, je ne veux pas être largué. Il y a des gens très négatifs, qui ne veulent pas des nouvelles technologies. Nous avons un petit pays mais c'est (un événement) mondial», se félicite Miguel Angel Vasquez, un retraité âgé de 64 ans.

D'autres, comme Franklin Saravia, 33 ans, déposent déjà leurs revenus sur le «Chivo». «J'ai une affaire sur Internet : des articles de technologie vendus en ligne. Je viens de mettre 100 dollars, pour avoir une chance de gagner sur le bitcoin», explique-t-il.

«On m'a payé des lampes à énergie solaire avec le bitcoin (...). Je parie 100 dollars sur cette nouvelle possibilité. Je suis décidé à gagner ou perdre un peu, ça et les 30 dollars que m'a donnés l'Etat», ajoute Franklin.

Pourtant, sept Salvadoriens sur dix sont opposés peu ou prou au bitcoin comme monnaie légale, selon un récent sondage de l'Université centroaméricaine (UCA).